

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT PROVISOIRE SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION
DU BUDGET D'ÉTAT AU 30 SEPTEMBRE 2018**

Novembre 2018.

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	5
II. MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT	6
2.1. RECETTES BUDGETAIRES	7
2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement.....	7
2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes.....	7
2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor	8
2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires.....	9
2.1.5. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur).....	9
2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles.....	10
2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE.....	11
2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE	12
DIRECTION GENERALE DES DOUANES.....	14
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	16
DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES.....	22
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	24
DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT	26
III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT	27
2.4. DEPENSES BUDGETAIRES	27
2.4.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique	27
2.4.1.1. Budget général	28
2.4.1.2. Budgets annexes.....	30
2.4.1.3. Comptes Spéciaux du Trésor	30
2.4.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation	31
2.4.2.1. Programme de pilotage	33
2.4.2.2. Programmes opérationnels.....	33
2.4.2.3. Programmes des budgets annexes.....	33
2.4.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor	33
2.4.2.5. Dotations	34
2.4.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction.....	34
2.4.3.1. Services généraux des administrations publiques.....	35
2.4.3.2. Défense	35
2.4.3.3. Ordre et sécurité publics	35

2.4.3.4.	Affaires économiques	36
2.4.3.5.	Protection de l'environnement, Logement et équipements collectifs, Loisirs, culture et culte	36
2.4.3.6.	Santé.....	36
2.4.3.7.	Enseignement.....	36
2.4.3.8.	Protection sociale	36
2.5.	CHARGES DE TRESORERIE.....	37
IV.	CONCLUSION	39

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat	6
Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes.....	7
Tableau 3. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.....	8
Tableau 4. Répartition des dons projets par ministère.....	10
Tableau 5. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.....	11
Tableau 6. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.....	12
Tableau 7. Situation des réalisations de recettes douanières et perspectives pour le quatrième trimestre.....	14
Tableau 8. Calendrier de recouvrement des recettes par la DGI.....	16
Tableau 9. Situation des prévisions et réalisations de 2017 et 2018 par grande masse d'impôt.....	16
Tableau 10. Réalisations au 3 ^{ème} trimestre 2017 et 2018.....	17
Tableau 11. Mesures correctrices pour atteindre les objectifs de recouvrement au 31 décembre 2018.....	18
Tableau 12. Prévisions et réalisations de recettes au 30 septembre 2018.....	20
Tableau 13. Prévisions de recouvrement de recettes par la DNTCP au 4 ^{ème} trimestre 2018.....	20
Tableau 14. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND au 30 septembre 2018.....	22
Tableau 15. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP au 3 ^{ème} trimestre et perspectives pour le reste de l'année 2018.....	25
Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.....	27
Tableau 16. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.....	30
Tableau 18. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.....	31
Tableau 19. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.....	32
Tableau 20. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.....	35
Tableau 21. Situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 septembre 2018.....	37

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.....	13
Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.....	13
Graphique 3. Réalisations de recettes ordinaires et en capital par la DND au 30 septembre 2018.....	23
Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 septembre 2018 par nature économique.....	31
Graphique 5. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI.....	34
Graphique 6. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.....	36
Graphique 7. Poids des CP liquidés par fonction en %.....	37

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification programmatique et économique au 30 septembre 2018, sans le financement extérieur du BSI
- Annexe 2 : situation d'exécution détaillée des dépenses par budget et par programme ou dotation au 30 septembre 2018, sans le financement extérieur du BSI
- Annexe 3 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification administrative et économique au 30 septembre 2018, sans le financement extérieur du BSI
- Annexe 4 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification fonctionnelle au 30 septembre 2018, sans le financement extérieur du BSI
- Annexe 5 : situation d'exécution du financement extérieur du BSI par ministère.

I. INTRODUCTION

Au troisième trimestre 2018, l'exécution du budget d'Etat s'est effectuée dans un contexte marqué par le raffermissement de l'activité économique au niveau international, en raison de la poursuite de la dynamique de croissance enclenchée en 2017 aux Etats Unis, en Europe et en Asie. Toutefois, cette dynamique d'expansion se révèle moins égale et fragile, avec une révision à la baisse des prévisions de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume Uni par rapport aux prévisions d'avril 2018. Les principales raisons de cette vulnérabilité résident dans les tensions financières et commerciales croissantes ainsi que des facteurs non économiques tels que l'incertitude politique dans le contexte d'élections qui prévaut dans plusieurs pays. La croissance mondiale devrait passer de 3,7% en 2017 à 3,9% en 2018¹.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance du PIB est projeté à 4,9% en 2018. Toutefois, les perspectives varient d'un pays à un autre, en fonction de leur capacité d'adaptation aux phénomènes extérieurs (hausse des prix du pétrole, appréciation du dollar, tensions commerciales, conflits géopolitiques etc.)¹.

Dans la zone UEMOA, les perspectives macroéconomiques projettent un taux de croissance de 6,8% en 2018, soit une légère hausse par rapport à 2017 (6,6%). Quant au niveau général des prix à la consommation, il devrait augmenter et s'établir à 1,9% en 2018.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques s'annoncent moins favorables en 2018 par rapport à 2017. La projection du taux de croissance est de 5,1%, soit un recul de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2017. La variation des prix à la consommation en fin de période 2018 devrait augmenter de 0,9 point de pourcentage et atteindre (2,0%)².

Par ailleurs, l'élection présidentielle de juillet et août 2018 a eu des effets sur (i) l'activité économique, notamment sur le niveau des importations ainsi que (ii) l'exécution du budget d'Etat au troisième trimestre suite au changement de l'architecture gouvernementale par le décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018, portant nomination des membres du Gouvernement.

En matière de fiscalité, la poursuite de l'accroissement des cours du pétrole devrait entraîner une baisse de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) ; le mécanisme actuel ne prévoyant pas une répercussion intégrale des variations des cours du pétrole aux prix à la pompe.

Sur le plan budgétaire, les ressources de la loi de finances ont été réalisées au 30 septembre 2018 à hauteur de **1 185,952 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle nette de **2 255,062 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **52,59%**.

Quant aux charges, elles ont été exécutées, à hauteur de **1 416,786 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle de **2 680,259 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **52,86%**.

Ces charges sont réparties entre cent quarante-huit (148) programmes, trois cents trente-neuf (339) actions, quatre cents soixante-dix-sept (477) objectifs et mille quatre-vingt-un (1081) indicateurs.

¹ Source : Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2018, Fonds Monétaire International ;

² Source : Revue FEC, septembre 2018, Ministère de l'Economie et des Finances et Fonds Monétaire International ;

II. MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Les ressources inscrites au budget d'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

La situation de recouvrement des ressources de l'Etat se présente au 30 septembre 2018 comme suit :

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat.

	Objectif annuel 2018 (en milliards de FCFA)			Réalizations au 30/09/2018 (en milliards de FCFA)			Taux de réalisation/objectif annuel en %		
	Recettes budgétaires (1)	Ressources de trésorerie (2)	Total (3) = (1) + (2)	Recettes budgétaires (4)	Ressources de trésorerie (5)	Total (6) = (4) + (5)	Recettes budgétaires (7) = [(4) / (1)] *100	Ressources de trésorerie (8) = [(5) / (2)] *100	Total (9) = [(6) / (3)] *100
RESSOURCES REALISEES PAR LES SERVICES D'ASSIETTE ET DE RECouvreMENT									
DGD	616,387	0,000	616,387	402,330	0,000	402,330	65,27		65,27
DGI	808,529	0,000	808,529	497,292	0,000	497,292	61,51		61,51
DNTCP	32,863	14,160	47,023	24,267	3,485	27,752	73,84	24,61	59,02
DND	243,161	10,178	253,339	55,274	2,727	58,001	22,73	26,79	22,89
DGABE	0,000	6,000	6,000	0,000	0,000	0,000		0	0
DGDP	0,000	10,371	10,371	0,000	4,173	4,173		40,24	40,24
TOTAL DES RESSOURCES / SERVICE	1 700,940	40,709	1 741,649	979,163	10,385	989,548	57,57	25,510	56,817
RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	6,514		6,514	5,188	0,000	5,188	79,64		79,64
RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	116,613	0,000	116,613	14,839	0,000	14,839	12,73		12,73
APPUIS BUDGETAIRES									
ABS	7,391	0,000	7,391	3,375	0,000	3,375	45,66		45,66
ABG (DONS)	26,200	0,000	26,200	0,000	0,000	0,000	0		0
ABG (PRETS)	0,000	87,700	87,700	0,000	57,252	57,252		65,28	65,28
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	33,591	87,700	121,291	3,375	57,252	60,627	10,05	65,28	49,98
PRODUITS DES DONS PROJETS (BSI FIN. EXT.)	80,972	0,000	80,972	34,260	0,000	34,260	42,31		42,31
PRODUITS DES EMPRUNTS PROJETS (BSI FIN. EXT.)	0,000	169,028	169,028	0,000	69,568	69,568		41,16	41,16
RECETTES EXCEPTIONNELLES	18,995	0,000	18,995	13,500	0,000	13,500	71,07		71,07
TOTAL GENERAL	1 957,625	297,437	2 255,062	1 050,325	137,205	1 187,530	53,65	46,13	52,66

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, septembre 2018.

Au 30 septembre 2018, les ressources du budget d'Etat ont été exécutées à **52,66%**. Les recettes budgétaires ont été réalisées à hauteur de **53,65%** tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à **46,13%**.

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

Sur une prévision annuelle nette³ de **1 957,625 milliards de FCFA**, les recouvrements de recettes budgétaires au 30 septembre 2018 se sont chiffrés à **1 050,325 milliards de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **53,65%**.

2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement

Les recettes budgétaires recouvrées par les services d'assiette et de recouvrement se chiffrent, au 30 septembre 2018, à **979,163 milliards de FCFA**, sur une prévision annuelle nette, de **1 700,940 milliards de FCFA**. Ce montant correspond à un taux de réalisation de **57,57%** par rapport aux prévisions.

2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes

Les prévisions de recettes des budgets annexes s'élèvent à **6,5144 milliards de FCFA**.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes.

	PREVISIONS 2018 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS AU 30/09/2018 (en milliards de FCFA) (2)	TAUX DE REALISATION en % (3) = [(2) / (1)] *100
Entrepôts maliens au Sénégal	2,684	2,613	97,34
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1,142	1,267	110,93
Entrepôts maliens au Togo	0,749	0,495	66,00
Entrepôts maliens en Guinée	0,691	0,272	39,30
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,600	0,261	43,45
Entrepôts maliens au Ghana	0,647	0,281	43,43
TOTAL BUDGETS ANNEXES	6,514	5,188	79,64

Source : DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali au Ghana, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire et Guinée, septembre 2018.

Il ressort de la lecture du tableau 2 que plus de **50%** des recettes réalisées par les entrepôts du Mali à l'étranger au 30 septembre 2018, l'ont été au Sénégal.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions sont ci-dessous présentés.

◆ Pour les entrepôts du Mali en Guinée :

Les réalisations au 30 septembre font ressortir un gap de **(420 millions de FCFA)**. Ce gap se justifie par :

- le faible taux de réalisation des prestations d'évacuation des marchandises (**29,33%**) lié à la perturbation du trafic par la dégradation du réseau routier et l'effondrement d'un pont ;
- la non atteinte des prévisions de recettes provenant de la location des magasins (**65,69%**) et de la prestation d'évacuation des véhicules d'occasion (**66,54%**) ;
- le faible niveau de réalisation de la lettre de voiture internationale (**40,54%**) ;
- la non réalisation des prévisions au titre de la prestation d'entreposage qui n'est pas encore effectif aux entrepôts du Mali en Guinée ;
- le faible niveau de perception de la redevance maritime suite à son application tardive en raison de la résistance de certains armateurs.

³ La valeur nette des prévisions de recettes est égale à la valeur brute moins les crédits de TVA.

◆ **Pour les entrepôts du Mali en Mauritanie :**

Les réalisations au 30 septembre font ressortir un gap de **(339 millions de FCFA)**. Ce gap se justifie par :

- le faible taux de réalisation des taxes d'évacuation (**31,05%**) suite à la perturbation du trafic par les difficultés de facilitation liées au corridor et les grèves récurrentes des dockers en réaction au projet de restructuration de leur corps ;
- la non perception de taxe d'évacuation des hydrocarbures en raison des difficultés nées de la mise en œuvre de l'accord liant le Mali et la Mauritanie en matière d'échanges dans le sous-secteur des hydrocarbures ;
- la non réalisation de recettes au titre de la location de terre-pleins qui ne sont pas encore opérationnels ;
- le faible niveau de recouvrement des loyers pour les magasins (**34,44%**).

◆ **Pour les entrepôts du Mali au Ghana :**

Les réalisations au 30 septembre font ressortir un gap de **(366 millions de FCFA)**. Ce gap se justifie par :

- le faible taux de réalisation de la redevance d'évacuation à l'importation en raison de la faible fréquentation du corridor ;
- la non perception de redevance d'évacuation à l'exportation dû au fait qu'aucune marchandise en provenance du Mali n'est évacuée par le port e Tema ;
- le faible niveau des recettes locatives en raison de la baisse des frais de location des terres pleins et la prolifération des ponts bascules de pesage dans le port ;
- le faible taux de réalisation des produits sur hydrocarbures en raison du caractère contraignant de la politique ghanéenne de réorganisation du secteur pétrolier pour les opérateurs.

2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans la loi de Finances 2018 pour les comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à **116,613 milliards de FCFA**.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 3. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.

LIBELLES	(En milliards de FCFA)			TAUX DE REALISATION en % (4) = [(2) / (1)] *100
	PREVISIONS LF 2018 (1)	REALISATIONS AU 30/09/2018 (2)	ECARTS (3) = (2) - (1)	
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,515		-0,515	0,00
Fonds d'appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	1,264	0,210	-1,054	16,63
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPF)	1,021	0,296	-0,725	28,99
Fonds d'Aménagement et de Protection de la faune (FAPF)	0,279		-0,279	0,00
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant	0,800		-0,8	0,00
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières	0,350	0,125	-0,225	35,71
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000		-5	0,00
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2,617		-2,617	0,00
Fonds de remboursement de Crédits de TVA	61,786	14,208	-47,578	23,00
Fonds National pour le Développement de la Statistique	2,981		-2,981	0,00
Fonds de Développement Durable	40,000		-40	0,00
TOTAL COMPTES SPECIAUX	116,613	14,839	-101,774	12,73

Source : DNTCP, septembre 2018.

Il ressort de la lecture du tableau 3 que le montant des recettes mobilisées à la date du 30 septembre 2018 s'élève à **14,839 milliards de FCFA** dont **14,208 milliards de FCFA** réalisés par le Fonds de remboursement de crédits de TVA ; soit un taux de réalisation de **12,73%** par rapport à l'objectif annuel. Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds pour le financement de la recherche, de la formation et la promotion des activités minières, soit **35,71%** des prévisions.

Par rapport au deuxième trimestre, les réalisations de recettes des comptes spéciaux du trésor n'ont subi aucune évolution.

2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires

Les appuis budgétaires inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Pour l'exercice budgétaire 2018, il est prévu de mobiliser **33,591 milliards de FCFA** au titre de ces appuis.

Les ressources inscrites dans la loi de Finances 2018 au titre des dons de l'ABG, s'élèvent à **26,200 milliards de FCFA**, constituées uniquement des dons de l'Union Européenne.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent à **7,391 milliards de FCFA** dans la loi de Finances 2018. Elles sont constituées :

- de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur **4,946 milliards de FCFA** ;
- de l'ABS du Canada en faveur de la Santé pour **1,576 milliard de FCFA** et de l'éducation pour **869 millions de FCFA**.

En termes de réalisation, les décaissements effectués par les partenaires techniques et financiers au titre de l'ABS se chiffrent à **3,375 milliards de FCFA** soit un taux de réalisation de **45,66%** par rapport aux prévisions annuelles. Ces décaissements ont été effectués par le Canada.

A la date du 30 septembre 2018, aucun décaissement n'a été réalisé au titre des dons de l'ABG.

Par rapport au deuxième trimestre, cette situation n'a subi aucune évolution.

2.1.5. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2018, des crédits d'un montant de **80,972 milliards de FCFA** ont été inscrits au budget d'Etat, au titre des dons projets et legs.

Sur ce montant, **34,260 milliards de FCFA** ont été réalisés au 30 septembre 2018, soit un taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel de **42,31%**.

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit :

Tableau 4. Répartition des dons projets par ministère.

(En milliards de FCFA)

MINISTERES	Etat d'exécution cumulée au 30 septembre 2018
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1,144
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	-
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2,229
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	10,431
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	0,228
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	-
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	-
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1,982
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	12,021
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	-
MINISTERE DU COMMERCE	0,372
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	5,814
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0,039
TOTAL	34,260

Source : DNP, septembre 2018.

Il ressort du tableau 4 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets ont été enregistrés au niveau des ministères de l'agriculture, de l'énergie et de l'eau.

2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions de recettes exceptionnelles dans la loi de Finances 2018 se chiffrent à **18,995 milliards de FCFA**. Elles sont constituées uniquement de recettes de remise et d'annulation de dette au titre de l'initiative PPTTE⁴.

Leurs réalisations au 30 septembre 2018 s'élèvent à **13,500 milliards de FCFA**, soit un taux de **71,07%** par rapport à l'objectif annuel.

Ce niveau de réalisation n'a subi aucune modification par rapport au deuxième trimestre.

⁴ PPTTE : Pays Pauvres Très Endettés.

2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des emprunts obligataires et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction nationale des Domaines (DND), la Direction générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique.

De manière globale, les prévisions de ressources de trésorerie ont été réalisées, à la fin du troisième trimestre, à hauteur de **46,13%**, soit un montant recouvré de **137,205 milliards de FCFA**, sur une prévision annuelle de **297,437 milliards de FCFA**.

Le tableau 5 présente la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 30 septembre 2018 par rapport aux objectifs annuels.

Tableau 5. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

RESSOURCES	(En milliards de FCFA)		TAUX DE REALISATION en % (3) = [(2) / (1)]*100
	PREVISIONS LF 2018 (1)	REALISATIONS AU 30/09/2018 (2)	
Produits provenant de la cession des actifs	16,178	2,727	16,86
<i>Aliénations du domaine mobilier</i>	0,353	0,367	
<i>Aliénations du domaine immobilier</i>	9,825	2,360	
<i>Recettes de privatisation</i>	6,000	-	
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	256,728	126,820	49,40
<i>Produits des emprunts projets</i>	169,028	69,568	
<i>Produits des emprunts programmes</i>	87,700	57,252	
Dépôts sur les comptes des correspondants	14,160	3,485	24,61
Remboursement de prêts et avances	10,371	4,173	40,24
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE	297,437	137,205	46,13

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, septembre 2018.

Il ressort de la lecture du tableau 5 qu'au 30 septembre 2018, les réalisations au titre des produits de cessions des actifs se sont élevées à **2,727 milliards de FCFA**, sur une prévision de **4,868 milliards de FCFA sur la même période**, dégageant ainsi un gap de **(2,141 milliards de FCFA)**. Ces recettes se répartissent entre les recettes d'aliénations d'immeubles et titres fonciers réalisées par la Direction nationale des Domaines pour **2,360 milliards de FCFA** et les recettes issues des réformes de matières et matériels effectuées par la Direction générale de l'Administration des Biens de l'Etat et versées aux guichets de la Direction nationale des Domaines pour **367 millions de FCFA**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de réalisation de ces produits s'élève à **16,86%**.

Sur la même période, les remboursements des prêts et avances se sont chiffrés à **4,173 milliards de FCFA**, sur une prévision semestrielle de **5,220 milliards de FCFA**. Le gap s'élève à **(1,047 milliards de FCFA)**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de recouvrement des prêts et avances s'élève à **40,24%**.

Les dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor, au 30 septembre 2018, s'élèvent à **3,485 milliard de FCFA**, sur une prévision semestrielle de **3,540 milliards de FCFA**, soit un écart de réalisation de **0,055 milliards de FCFA**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de réalisation de ces ressources s'élève à **24,61%**.

Enfin, au titre des produits des emprunts à court, moyen et long termes, il a été enregistré, au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2018, un décaissement de **126,820 milliards de FCFA**. Ce montant se répartit entre les produits (i) des emprunts programmes pour **57,252 milliards de FCFA** (dont **50,280 milliards de FCFA** décaissés par la Banque africaine

de Développement et **6,972 milliards de FCFA** par le Fonds monétaire international) et ceux (ii) des emprunts projets inscrits au BSI pour **69,568 milliards de FCFA**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de réalisation de ces produits s'élève à **49,40%**.

Le détail des réalisations au titre des produits des emprunts projets se présente comme suit :

Tableau 6. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.

(En milliards de FCFA)

MINISTERES	Etat d'exécution cumulée au 30 septembre 2018
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	-
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	6,500
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	5,769
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	33,167
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	4,239
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	-
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	-
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1,138
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	14,587
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	2,500
MINISTERE DU COMMERCE	-
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1,668
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	-
TOTAL	69,568

Source : DNP, septembre 2018.

Il apparaît dans le tableau 6 qu'à l'instar des dons projets, les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets ont été enregistrés au niveau des départements de l'agriculture, de l'énergie et de l'eau.

En termes de perspectives pour le quatrième trimestre 2018, **9,554 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie sont attendues. Ces ressources sont ainsi réparties :

- Produits de cessions des actifs : **2,579 milliards de FCFA ;**
- Remboursements des prêts et avances : **3,435 milliards de FCFA ;**
- Dépôts sur les comptes des Correspondants : **3,540 milliards de FCFA.**

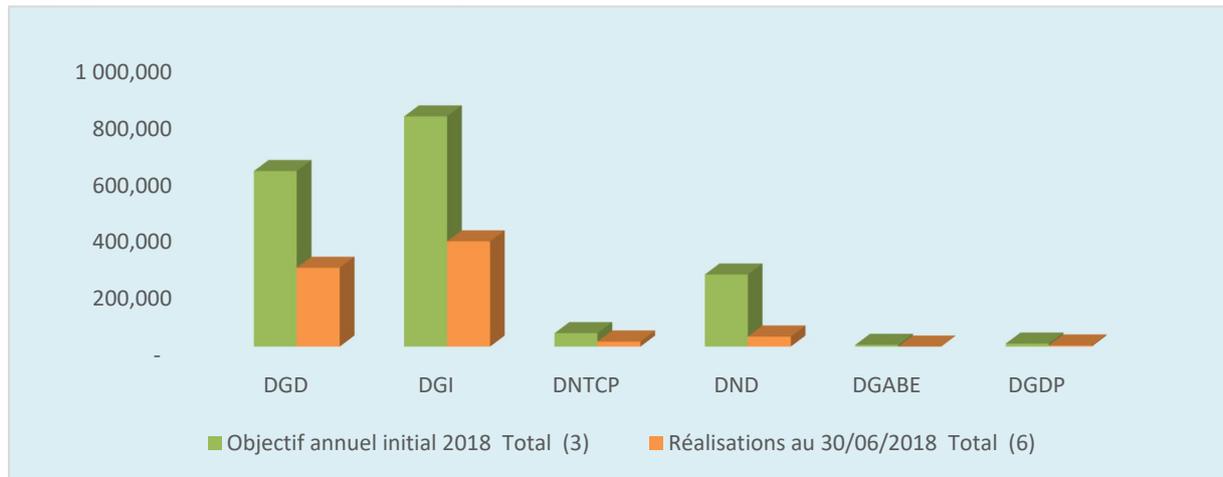
2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE

Prévues à hauteur de **1 741,649 milliards de FCFA** en valeur nette⁵, les réalisations des services d'assiette et de recouvrement se chiffrent à **987,970 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **56,73%**. Ces recouvrements représentent **84,29%** du total des recettes recouvrées. En sus des **979,163 milliards de FCFA** de recettes budgétaires sus-indiquées (Cf. *supra* point 2.1.1), elles intègrent **8,807 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie correspondant aux dépôts sur les comptes des correspondants, aux produits de cessions d'actifs et aux remboursements de prêts et avances.

⁵ La valeur nette des prévisions de ressources est égale à la valeur brute nette des crédits de TVA.

La situation des recouvrements ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.

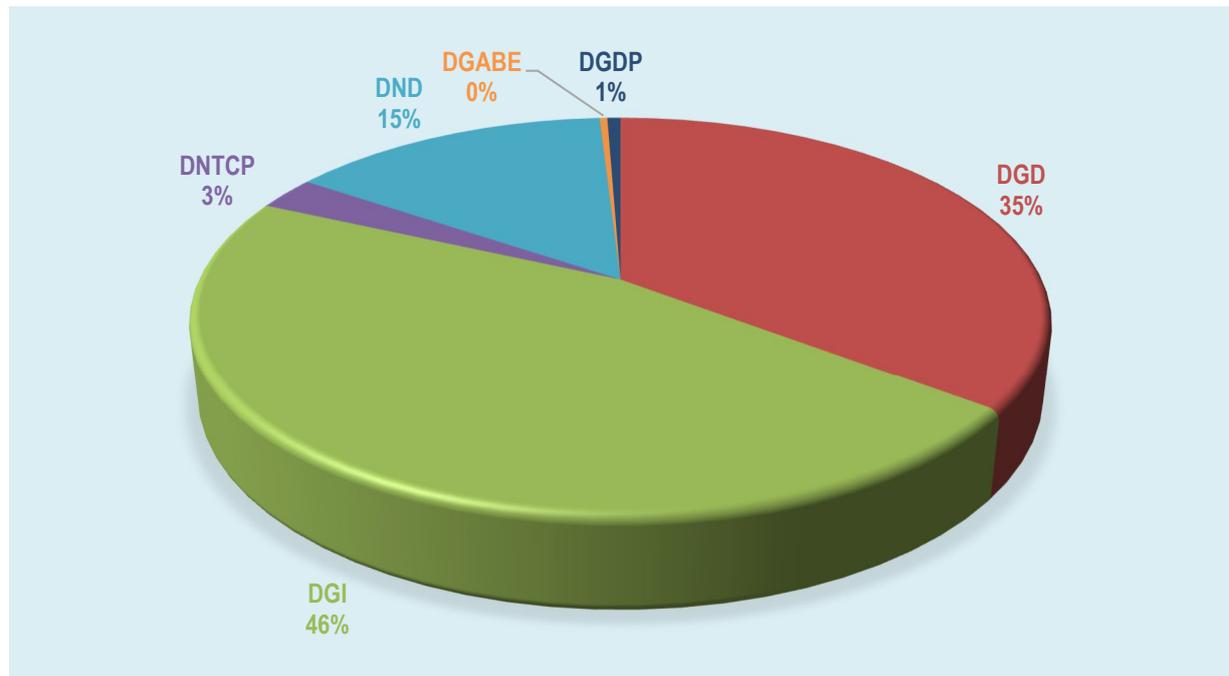


Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, septembre 2018.

Il apparaît dans le graphique 1 que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la Direction générale des Impôts, suivie par la Direction générale des Douanes.

Il en est de même pour leurs parts dans le total des ressources mobilisées au 30 septembre 2018 qui s'élèvent respectivement à **46%** et **35%**, comme schématisées dans le graphique 2.

Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, septembre 2018.

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2018, les prévisions de recouvrement des recettes budgétaires douanières ont été fixées dans la loi de Finances à **641,100 milliards FCFA** dont **209,100 milliards FCFA** sur les produits pétroliers et **432 milliards FCFA** sur les autres marchandises. A titre de rappel, les prévisions de recettes budgétaires de la Direction générale des Douanes (DGD) en 2017, étaient de **586,591 milliards de FCFA**, soit une hausse de **9,3%**.

B. Réalisations des recettes douanières au 30 septembre 2018

Tableau 7. Situation des réalisations de recettes douanières et perspectives pour le quatrième trimestre.

(En milliards de FCFA)

Bureaux		Réalizations					Perspectives de recouvrement			PREV- 2018 (9)
		Cumul au 30 juin 2018 (1)	Juillet (2)	Août (3)	Septembre (4)	Cumul au 30 septembre 2018 (5) = (1) + (2) + (3) + (4)	Octobre (6)	Novembre (7)	Décembre (8)	
PP	Réalisations	68,161	14,950	18,532	10,834	112,477	32,347	32,347	31,930	209,100
	Prévisions	104,342	18,192	17,774	17,774	158,082	17,145	17,145	16,728	
	Ecart	-36,181	-3,242	0,758	-6,940	-45,605				
	Couverture	65,32%	82,18%	104,26%	60,95%	71%				
PNP	Réalisations	193,735	37,845	32,107	26,168	289,855	47,066	47,720	47,361	432,000
	Prévisions	216,382	35,372	34,298	35,955	322,007	36,348	37,002	36,643	
	Ecart	-22,647	2,473	-2,191	-9,787	-32,152				
	Couverture	89,53%	106,99%	93,61%	72,78%	90,02%				
TOTAL	Réalisations	261,895	52,795	50,638	37,002	402,330	79,413	80,067	79,291	641,100
	Prévisions	320,724	53,564	52,072	53,729	480,089	53,493	54,147	53,371	
	Ecart	-58,829	-0,769	-1,434	-16,727	-77,759				
	Couverture	81,66%	98,56%	97,25%	68,87%	83,80%				

Source : DGD, septembre 2018.

Comme l'illustre le tableau 7, sur une prévision de recettes de **480,089 milliards de FCFA**, la Direction générale des Douanes a réalisé **402,330 milliards de FCFA** au 30 septembre 2018, soit un taux de réalisation de **83,80%** et un gap nominal de (**77,759 milliards de FCFA**). Sur ce gap, (**45,605 milliards de FCFA**) ont été enregistrés sur les produits pétroliers et (**32,152 milliards de FCFA**) sur les produits non pétroliers.

Le gap enregistré s'explique par des causes conjoncturelles ci-dessous présentées.

a. Pour les recettes issues des produits pétroliers

Le déficit de recettes sur les prévisions de recouvrement des produits pétroliers s'explique par :

- un volume mis à la consommation inférieur au volume prévu (moyenne mensuelle de 66,4 millions de litres en 2018, contre une moyenne prévisionnelle de 80 millions de litres et une moyenne de 75,0 millions de litres en 2017) ;
- une baisse des prélèvements par rapport aux prévisions ; en effet, malgré l'application du mécanisme de lissage des prix à la pompe dans une bande de 3%, le surplus de la hausse des prix fournisseurs a fait fléchir les prélèvements fiscaux ; ainsi, sur la période allant de janvier à août 2018, les prélèvements sur le super ont perdu 37,14F/litre et ceux du gasoil 30,52F /litre.

b. Pour les recettes issues des produits non pétroliers

Analysées par rapport à 2017, les importations à la date du 31 août 2018 sont en contraction de **15,74%**. Cette baisse s'est manifestée après le 1^{er} trimestre et s'est accentuée au 2^{ème} trimestre 2018. Elle est liée à l'anticipation des opérateurs face aux risques de troubles post électoraux. A cela, il convient d'ajouter les troubles sociaux survenus au Sénégal et au Burkina Faso qui ont joué négativement sur le mouvement des marchandises en provenance ou en partance pour le Mali.

C. Perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre 2018

(Cf. supra tableau 7)

Pour l'atteinte de ses objectifs annuels de recettes et en tenant compte des réalisations au 30 septembre 2018, la Direction générale des Douanes a évalué ses perspectives de recouvrement du quatrième trimestre 2018 à **238,771 milliards de FCFA** contre des prévisions initiales de **161,011 milliards de FCFA**. Ces perspectives se répartissent comme suit :

- pour le mois d'octobre, les prévisions initiales de **53,493 milliards de FCFA** sont ajustées à **79,413 milliards de FCFA** ;
- pour le mois de novembre, les prévisions ajustées s'élèvent à **80,067 milliards de FCFA**, contre **54,147 milliards de FCFA** initialement prévus ;
- pour le mois de décembre, les prévisions initiales de **53,371 milliards de FCFA** sont ajustées à **79,291 milliards de FCFA**.

D. Mesures d'accompagnement

Pour booster ses recettes et atteindre les objectifs au titre de l'année 2018, la Direction générale des Douanes a arrêté un certain nombre de mesures ci-dessous présentées.

- **A court terme** :
 - procéder à une meilleure prise en charge des marchandises au niveau des bureaux frontières et leur meilleur traitement dans les structures de dédouanement ;
 - procéder à l'installation des bases sur des sites plus appropriés, pour qu'elles répondent pleinement aux attentes ;
 - procéder à un contrôle plus rigoureux des titres et de la destination des exonérations afin de tirer le maximum de la nouvelle loi sur les exonérations
- **A moyen terme** :
 - procéder à un contrôle rigoureux des certificats d'origine en collaboration avec les structures émettrices
 - intensifier la collaboration avec les services de sécurité et l'armée surtout dans les zones où la douane est absente
 - favoriser le paiement des droits et taxes par virement bancaire pour mieux sécuriser les recettes ;
 - optimiser la collaboration avec la DGI dans le cadre de la brigade mixte DGD-DGI ;
 - faire en sorte que les agents se réapproprient la fonction d'évaluation, en rapport avec la mission AFRITAC du FMI, pour combler le déficit après les contrats avec les sociétés d'inspection.
- **A long terme** :
 - procéder à la création d'un guichet unique pour le commerce international du Mali (importations, exportations et transit) afin de rendre plus fluide le trafic ;
 - mettre sur pied la sélectivité automatique pour le dédouanement des marchandises ;
 - achever l'informatisation afin d'atteindre l'objectif de zéro papier dans les opérations de dédouanement.

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Les objectifs de recettes assignés à la Direction générale des Impôts (DGI) dans la loi de Finances 2018 s'élèvent à **845,602 milliards de FCFA**.

A. Analyse générale

Le tableau 8 présente le calendrier de recouvrement de ces prévisions annuelles.

Tableau 8. Calendrier de recouvrement des recettes par la DGI.

(En milliards de FCFA)

Mois	2018	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
Prévis	845,602	46,853	62,398	81,818	79,393	76,515	76,579	70,811	61,327	63,305	65,707	74,445	86,252

Source : DGI, septembre 2018.

En fin septembre 2018, il a été réalisé **497,292 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **58,81%**. **348,310 milliards de FCFA** devront être recouverts d'ici le 31 décembre 2018 pour atteindre l'objectif annuel.

B. Analyse comparative de la situation des recouvrements par rapport à l'exercice 2017

La situation comparative des prévisions et des réalisations au 30 septembre 2017 et au 30 septembre 2018 se présente comme suit.

Tableau 9. Situation des prévisions et réalisations de 2017 et 2018 par grande masse d'impôt.

DESIGNATION DES IMPÔTS	EXERCICE 2017			EXERCICE 2018		
	Prévisions au 30 septembre (en milliards de FCFA) (1)	Réalisations au 30 septembre (en milliards de FCFA) (2)	Taux de réalisation en % (3) = [(2) / (1)] * 100	Prévisions au 30 septembre (en milliards de FCFA) (4)	Réalisations au 30 septembre (en milliards de FCFA) (5)	Taux de réalisation en % (6) = [(5) / (4)] * 100
Impôts directs	325,116	319,657	98,32%	341,563	270,697	79,25
Impôts indirects	236,418	230,722	97,59%	259,038	201,713	77,87
Doits d'enregistrements et de timbre	17,320	25,555	147,55%	18,598	24,882	133,79
TOTAL	578,854	575,934	99,50%	619,199	497,292	80,31%

Source : DGI, septembre 2018.

Comme l'indique le tableau 9, les prévisions de recettes assignées à la Direction générale des Impôts (DGI) au troisième trimestre 2018 étaient de **619,199 milliards de FCFA**. Les réalisations totales au 30 septembre 2018 se sont chiffrées à **497,292 milliards de FCFA** ; soit un taux de réalisation de **80,31%** et un gap de (**121,907 milliards de FCFA**). Ces réalisations sont inférieures à celles de la même période de 2017, qui s'élevaient à **575,934 milliards de FCFA** sur une prévision de **578,854 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **99,50%**.

Les écarts enregistrés sur la période par grande masse d'impôts se présentent ainsi qu'il suit :

- impôts directs : gap de (**70,866 milliards de FCFA**) ;
- impôts indirects : gap de (**57,325 milliards de FCFA**) dont (**19,235 milliards de FCFA**) au titre de la TVA ;
- droits d'enregistrement et timbre : dépassement de **6,284 milliards de FCFA**.

Le tableau 10 présente les écarts de réalisations par rapport à l'exercice 2017 par grandes masses d'impôts.

Tableau 10. Réalisations au 3^{ème} trimestre 2017 et 2018.

(En milliards de FCFA)

DESIGNATION DES IMPOTS	IMPOTS DIRECTS	IMPOTS INDIRECTS	ENREGISTREMENTS ET TIMBRE	TOTAL
3 ^{ème} trimestre 2017	319,657	230,722	25,555	575,934
3 ^{ème} trimestre 2018	270,697	201,713	24,882	497,292
Ecart	-48,960	-29,009	-0,673	-78,642

Source : DGI, septembre 2018.

De l'examen de ce tableau, il ressort qu'au 30 septembre 2018, les recettes recouvrées par la DGI sont inférieures à celles de 2017 à la même période pour toutes les rubriques. Les gaps enregistrés s'élèvent à :

- **(48,960 milliards de FCFA)** pour les impôts directs, soit une baisse de **15,32%** ;
- **(29,009 milliards de FCFA)** pour les impôts indirects, soit une régression de **12,57%** ;
- **(673 millions de FCFA)** pour les droits d'enregistrements et de timbre, soit une baisse de **2,63%**.

Il importe d'expliquer sommairement le gap de **121,907 milliards de FCFA** enregistré au 30 septembre 2018 et d'esquisser les mesures à mettre en œuvre afin d'assurer une réalisation effective des objectifs de recettes au 31 décembre 2018.

C. Explication sommaire du gap enregistré au 30 septembre 2018

Les écarts de recouvrement enregistrés par rapport aux objectifs fixés pour la période écoulée, s'expliquent essentiellement par les éléments ci-dessous.

- **Au titre des impôts directs** : le gap se justifie par une baisse :
 - du niveau des déclarations de l'impôt sur les sociétés (IS) par rapport à 2017, de **4,687 milliards de FCFA** par le secteur de la téléphonie, **8,448 milliards de FCFA** par le secteur minier et **1,673 milliards de FCFA** par les banques ;
 - des recouvrements de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM), de **5,800 milliards de FCFA** pour le secteur de la téléphonie et **1,071 milliards de FCFA** pour les banques ;
 - des recouvrements de l'impôt sur les traitements et salaires (ITS) des sociétés minières pour **5,385 milliards de FCFA**.

A ces données s'ajoutent :

- la non-réalisation de la stratégie de recouvrement des restes à recouvrer (sur une projection de **25,800 milliards de FCFA**, seulement **2,8 milliards de FCFA** environ ont été mobilisés), l'accumulation des restes à recouvrer courants au niveau du secteur énergétique ainsi ceux au titre des impôts directs passent de **1,510 milliards de FCFA** à **4,350 milliards de FCFA** ;
- le retard accusé dans l'aboutissement des résultats du contrôle fiscal (sur un montant potentiel confirmé attendu au 31 juillet de **61 milliards de FCFA**, il a été réalisé **30,600 milliards de FCFA** à mi-septembre), les recettes attendues suivant la stratégie adoptée en juin étaient de **17,280 milliards de FCFA**.

- **Au titre des impôts indirects** : l'écart s'explique par :
 - une baisse du niveau de recouvrement de la TVA, estimée à **11,029 milliards de FCFA** pour le secteur de l'énergie (absence totale de contribution de EDM-SA), **4,913 milliards de FCFA** pour celui de la téléphonie (augmentation des déductions, baisse relative du chiffre d'affaire d'une des sociétés, baisse globale du chiffre d'affaire du troisième trimestre 2018 par rapport à celui de 2017) et **9,124 milliards de FCFA** pour les mines (situation de régularisation en 2017) ;
 - une diminution des retenues à la source de la TVA de **8,194 milliards de FCFA** (faible niveau d'exécution du budget en dépense) et de l'Impôt Spécial sur Certains Produits (ISCP) du secteur des mines de **3,561 milliards de FCFA** (recettes de contrôle) ;
 - le retard accusé dans l'aboutissement des résultats du contrôle fiscal (sur un montant potentiel confirmé attendu au 31 juillet de **61 milliards de FCFA**, il a été réalisé **30,600 milliards de FCFA** à mi-septembre), les recettes attendues suivant la stratégie adoptée en juin étaient de **11,520 milliards de FCFA**.

D. Mesures à entreprendre pour la réalisation des objectifs au 31 décembre 2018

Les mesures à prendre s'inscrivent dans une hypothèse de maintien du cadre macro-économique actuel.

Tableau 11. Mesures correctrices pour atteindre les objectifs de recouvrement au 31 décembre 2018.

Rubriques	Montant des émissions moyennes mensuelles sur la période (en millions de FCFA)	Montant de recettes attendu sur la période (en millions de FCFA)	Mesures à mettre en œuvre
Déclarations mensuelles	115 460	104 000	<p>Les recouvrements sur les déclarations mensuelles atteignent en moyenne 34,500 milliards de FCFA, dont 26,500 milliards de FCFA par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).</p> <p>Activités à déployer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tenue des indicateurs de gestion ; - relance des défaillants ; - taxation d'office des relances non suivies de déclaration ; - contrôle ponctuel d'au moins 30% des déclarations créditrices ou néants ; - suivi de l'exploitation de l'annexe 1.1 de TVA déductible.
Droits d'Enregistrement	10 200	10 200	<p>Les inscriptions au budget d'Etat de crédits de biens et services et d'investissements du BSI sur financement intérieur non encore mandatées s'élèvent 425 milliards de FCFA. En considérant un niveau d'exécution d'au moins 80% de ce montant, les droits d'enregistrement sont estimés à 10,2 milliards de FCFA.</p> <p>Mesures à mettre en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pérennisation de l'interface entre la DGI et les services de la dépense ; - suivi de l'exécution à travers le plan de trésorerie et le TOFE ; - rapprochement du niveau d'exécution budgétaire avec le niveau de réalisation du Droit d'Enregistrement. <p>NB : Toute émission de mandat de paiement est conditionnée à la vérification dans le système d'information de la DGI, du paiement du droit d'enregistrement.</p>
Droits de Timbre	5 149	5 149	<p>Mesures prévues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - distribution de timbres fiscaux ; - recettes attendues des timbres sur passeports ; - recettes de timbres sur exportation de coton ; - recettes de timbres sur exportation d'or ; - approvisionnement régulier des structures en timbres fiscaux ; - interconnexion effective avec la DNCC pour le suivi des intentions d'exportation d'or et de coton ; - suivi des timbres sur états d'EDM et de la SOTELMA.
ITS Public	5 125	5 125	<p>Estimation faite sur la base de l'historique</p> <p>Mesure prévue : suivi des DR au niveau du trésor.</p>

IS/IBIC	46 000	46 000	Estimation suivant 3 ^{ème} acompte provisionnel : - Emissions IS/IBIC 2018 : 188,289 milliards de FCFA . - 2 ^{ème} acompte : 47,071 milliards de FCFA . - 3 ^{ème} acompte : 47,071 milliards de FCFA . - 2 ^{ème} et 3 ^{ème} acomptes FEKOLA : 1,416 milliards de FCFA .
Précompte IS/IBIC	6 448	6 448	Estimation à partir du potentiel de paiement aux fournisseurs de l'Etat. Les inscriptions au budget d'Etat de crédits de biens et services et d'investissements du BSI sur financement intérieur non encore décaissées s'élèvent à 537,3 milliards de FCFA . En considérant un niveau d'exécution d'au moins 80% de ce montant, le recouvrement de précompte IS/IBIC est estimé à 6,448 milliards de FCFA . Mesures à mettre en œuvre : - pérennisation de l'interface entre la DGI et les services de dépense ; - émission du précompte et d'un ATD sur la base des données recueillies par le biais de l'interfaçage ; - suivi de l'exécution à travers le plan de trésorerie et le TOFE ; - rapprochement du niveau d'exécution budgétaire avec le niveau de réalisation du précompte IS/IBIC.
IRVM/IRCD	7 130	7 130	Estimation suivant l'historique. Activités à déployer : - exploitation des rapports des commissaires au compte ; - tenue des tableaux de bord des gestionnaires pour le suivi des déclarations trimestrielles d'IRCD ; - relance des défaillants ; - taxation d'office des relances non suivies de déclaration ; - suivi du troisième acompte IRVM.
IRF	2 038	1 284	Activités à déployer : - recensement des immeubles en locations ; - relance des organisations internationales et des ambassades à travers le ministère des affaires étrangères.
Mobilisation sur RAS TVA	30 660	30 660	Estimation à partir du potentiel de paiement aux fournisseurs de l'Etat. Les inscriptions au budget d'Etat de crédits de biens et services et d'investissements du BSI sur financement intérieur non encore mandatées s'élèvent à 425 milliards de FCFA . En considérant un niveau d'exécution d'au moins 80% de ce montant, et des dépenses soumises à la TVA de 50%, la retenue à la source de TVA est estimée à 30,660 milliards de FCFA . Mesures à mettre en œuvre : - pérennisation de l'interface entre la DGI et les services de la dépense ; - suivi de l'exécution à travers le plan de trésorerie et le TOFE ; - rapprochement du niveau d'exécution budgétaire avec le niveau de réalisation du Droit d'Enregistrement ; - collaboration avec la DNTCP pour faire le point.
Recouvrements sur les résultats des contrôles	144 954	72 477	Plus de 2000 dossiers sont programmés pour les différents contrôles. Parmi ces dossiers figurent ceux des grandes entreprises qui sont solvables telles que les banques, les sociétés de télécommunication et les sociétés minières. A ce jour, au niveau des grandes entreprises, le montant des confirmations s'élève à 107,154 milliards de FCFA , les montants notifiés non encore confirmés s'élèvent à 63 milliards de FCFA . La moyenne des taux de confirmation s'élève à environ 60% . Nous espérons disposer d'un potentiel de 123 milliards de FCFA d'ici à fin novembre 2018. Le taux de recouvrement sur les confirmations atteint généralement 62% . Mais nous maintenons une hypothèse basse de 50% .
Restes à Recouvrer	109 197	31 000	Nous partons d'une hypothèse volontairement basse de 20% de recouvrement sur les restes à recouvrer autres que ceux du groupe RandGold. Sur cette base, les recouvrements sont estimés à 15 milliards de FCFA .
TOTAL	482 361	319 473	

Source : DGI, septembre 2018.

En somme, il se dégage au 30 septembre 2018 un gap global de **(348,31 milliards de FCFA)** par rapport aux prévisions annuelles de recouvrement de recettes par la DGI, soit un taux de réalisation de 58,50%. Les mesures envisagées pour combler cet écart, permettront de recouvrer **319,473 milliards de FCFA** durant le dernier trimestre.

DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Les prévisions cumulées de recettes à réaliser par la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP) à la date du 30 septembre 2018 s'élèvent à **23,991 milliards de FCFA** dont **16,777 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **7,013 milliards de FCFA** provenant du PMU-Mali et **0,201 milliard de FCFA** provenant du CASINO.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre 2018 sont ci-dessous présentées.

A. Prévisions et réalisations de recettes au 30 septembre 2018

La situation d'exécution des recettes de la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique au 30 septembre 2018 se présente comme suit :

Tableau 12. Prévisions et réalisations de recettes au 30 septembre 2018.

(En milliards de FCFA)

	Cumul au 30 juin 2018		3 ^{ème} trimestre 2018						Cumul au 30 septembre 2018	
			Juillet		Août		Septembre			
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Impôts et Taxes	10,914	12,817	1,956	2,007	1,956	2,174	1,956	2,032	16,782	19,030
PMU-Mali	4,674	3,338	0,779	0,517	0,779	0,544	0,779	0,697	7,011	5,096
CASINO	0,132	0,087	0,022	0,020	0,022	0,018	0,022	0,016	0,198	0,141
TOTAL	15,720	16,242	2,757	2,544	2,757	2,736	2,757	2,745	23,991	24,267

Source : DNTCP, septembre 2018.

La lecture du tableau 12 indique que les recettes cumulées recouvrées par la DNTCP au 30 septembre 2018 s'élèvent à **24,267 milliards de FCFA** dont **19,030 milliards de FCFA** au titre des impôts et taxes, **5,096 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **0,141 milliard de FCFA** recouverts au niveau du CASINO.

Par rapport aux prévisions cumulées au 30 septembre 2018, il se dégage un excédent de **0,276 milliard de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **101,15%**.

Cet excédent est dû essentiellement aux impôts et taxes recouverts par la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique, qui enregistrent un taux de réalisation de **113,40%**.

Perspectives de recouvrement du quatrième trimestre 2018

Le tableau 13 présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au quatrième trimestre 2018.

Tableau 13. Prévisions de recouvrement de recettes par la DNTCP au 4^{ème} trimestre 2018.

(En milliards de FCFA)

	Cumul des prévisions au 3 ^{ème} trimestre	PREVISION DU 4 ^{ème} TRIMESTRE			Cumul des prévisions du 4 ^{ème} trimestre	TOTAL
		Octobre	Novembre	Décembre		
Impôts et Taxes	16,782	2,155	2,155	2,157	6,467	23,249
PMU	7,011	0,779	0,779	0,779	2,337	9,348
CASINO	0,198	0,022	0,022	0,022	0,066	0,264
TOTAL	23,991	2,956	2,956	2,958	8,870	32,861

Source : DNTCP, septembre 2018.

Comme l'indiquent les données du tableau 13, les prévisions de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le quatrième trimestre 2018 s'élèvent à **8,870 milliards de FCFA** dont **6,467 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **2,337 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **66 millions de FCFA** de recettes provenant du CASINO.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

- Octobre : **2,956 milliards de FCFA** ;
- Novembre : **2,956 milliards de FCFA** ;
- Décembre : **2,958 milliards de FCFA**.

La répartition mensuelle des perspectives de recouvrement des recettes provenant du CASINO au cours du quatrième trimestre 2018, est de **22 millions de FCFA** par mois.

Quant au recouvrement des impôts et taxes, il est prévu un niveau de réalisation de **2,155 milliards de FCFA** par mois, d'octobre à novembre et **2,157 milliards de FCFA** en décembre 2018.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-Mali, il est prévu un recouvrement de **779 millions de FCFA** pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2018.

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

Les réalisations de recettes de la Direction nationale des Domaines (DND) au troisième trimestre 2018 ainsi que les perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre, sont ci-dessous présentées.

A. Constats

a. Prévisions

Les objectifs de recette assignés à la DND par la loi de Finances 2018 s'élèvent à **253,338 milliards de FCFA** ; soit une augmentation **75,538 milliards de FCFA** par rapport à 2017. Cette augmentation correspond aux prévisions de produits issus de la vente d'une licence téléphonique, le reliquat du renouvellement de la licence Orange-Mali et la vente de la licence 4G à la société MALITEL. Les prévisions de recouvrement cumulées au 30 septembre 2018 s'élèvent à **142,960 milliards de FCFA**.

b. Réalisations

Au 30 septembre 2018, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du troisième trimestre s'est chiffrée à **58,001 milliards de FCFA** ; soit un taux de réalisation de **40,57%**, contre **82%** à la même période en 2017. Le taux de recouvrement par rapport aux prévisions annuelles se chiffre à **22,89%**.

Par ailleurs, le montant réalisé au 30 septembre 2018 a connu une diminution spectaculaire de **47,365 milliards de FCFA** par rapport à la même période en 2017.

Le tableau 14 et le graphique 3 présentent la situation des recouvrements de la DND par nature de recette, à la fin du troisième trimestre.

Tableau 14. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND au 30 septembre 2018.

NATURE	(En milliards de FCFA)			Taux de réalisation en %
	Prévisions au 30 septembre 2018	Réalisations au 30 septembre 2018	Ecart 3 ^{ème} trimestre	
Droits d'enregistrement	9,268	5,635	- 3,633	60,80
Enregistrement des locations verbales	0,023	0,010	- 0,013	43,57
Droits de timbres	0,377	0,278	- 0,099	73,63
Droits de conservation foncière	1,169	1,082	- 0,087	92,56
Concessions ordinaires	0,339	0,297	- 0,042	87,62
Aliénations d'immeubles et TF	7,162	2,360	- 4,802	32,95
Aliénations de meubles	0,265	0,367	0,103	138,70
Dividendes des sociétés minières	22,678	3,292	- 19,386	14,52
Dividendes des autres sociétés	16,538	12,267	- 4,271	74,17
Redevances téléphoniques	53,000	9,000	- 44,000	16,98
Redevances superficielles	0,403	0,335	- 0,068	83,05
Taxe ad valorem	30,400	21,706	- 8,694	71,40
Taxe d'extraction	0,162	0,019	- 0,143	11,60
Taxe sur la plus-value de cession	0,828	1,084	0,256	130,93
Prélèvement honoraires greffiers	0,011	0,010	- 0,001	90,48
Taxe sur frais d'édilité	0,274	0,217	- 0,057	79,04
Pénalités	0,041	0,015	- 0,025	37,40
Loyers administratifs	0,022	0,028	0,006	125,51
TOTAL	142,960	58,001	- 84,960	40,57

Source : DND, septembre 2018.

Graphique 3. Réalisations de recettes ordinaires et en capital par la DND au 30 septembre 2018.



Source : DND, septembre 2018.

B. Analyse

A la lecture du tableau 14 et du graphique 3, il ressort que cette contreperformance résulte du faible niveau de recouvrement des recettes ordinaires (réalisées **40,78%**, soit **95,30%** des recettes recouvrées), notamment :

- des redevances téléphoniques qui, sur une prévision de **53,000 milliards de FCFA**, ont été réalisées à hauteur de **9,000 milliards de FCFA** à la date du 30 septembre 2018.
- de la taxe ad valorem qui dégage un gap de recouvrement de **(8,694 milliards de FCFA)**, malgré une performance constatée par rapport aux recouvrements de la même période en 2017 (21,706 milliards de FCFA contre 18,201 milliards de FCFA) ;
- des dividendes des sociétés minières qui enregistrent un gap de **(19,386 milliards de FCFA)** par rapport à la prévision au 30 Septembre 2018 ;
- des dividendes des autres sociétés qui dégage un gap de **(4,271 milliards de FCFA)**, en raison de :
 - la chute spectaculaire des paiements de la SOTELMA-MALITEL (**8,363 milliards de FCFA** contre **17,112 milliards de FCFA** en 2017 et plus de **18,000 milliards de FCFA** en 2016) ;
 - le non- paiement de dividende par SUKALA S.A sur un objectif de **700 millions de FCFA** ;
 - le non-paiement de dividende par le PMU-MALI sur une prévision de **2 milliards de FCFA**.

Le gap cumulé sur les rubriques « dividendes des autres sociétés », « dividendes sociétés minières », « redevances téléphoniques » et « taxes ad valorem » s'élève à **76,351 milliards de FCFA** au 30 septembre. Ce gap reconduit chaque mois joue négativement sur le taux de réalisation de la DND et sera difficile à résorber.

Les prévisions de recouvrement des recettes en capital ont également été faiblement réalisées (**36,72%** soit **4,70%** des recouvrements de la DND).

C. Perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre 2018

En termes de perspectives, il est attendu, au titre du quatrième trimestre :

- **3,900 milliards de FCFA** de recettes ordinaires, avec une moyenne mensuelle de recouvrement de **1,300 milliards de FCFA** ;
- **7,200 milliards de FCFA** de taxes ad valorem, avec une moyenne de recouvrement mensuelle de **2,400 milliards de FCFA** ;
- un paiement potentiel de dividendes par la société GOUNKOTO, sans aucune précision sur le montant et la période ;
- **124 milliards de FCFA** de reliquats à payer par les sociétés de télécommunication dont : **11,000 milliards de FCFA** par Orange Mali au titre du renouvellement de la licence 3G et l'acquisition de la licence 4G ; **33,000 milliards de FCFA** par SOTELMA-MALITEL pour l'acquisition de la licence 4G et **80,000 milliards de FCFA** au titre de l'installation d'un quatrième opérateur de téléphonie.

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2018 est de **10,371 milliards de FCFA**.

La situation d'exécution à la date du 30 septembre 2018 est de **4,173 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **40%**, contre **87%** à la même période en 2017.

L'écart considérable enregistré entre les réalisations et les prévisions est dû au non-paiement des échéances de la SOGEM et de N-SUKALA, qui n'arrivent pas à honorer, à bonne date, leurs engagements au titre des emprunts rétrocédés.

Face à cette situation, la Direction générale de la Dette Publique a reprogrammé le recouvrement des gaps de recettes enregistrés durant les trois premiers trimestres, en octobre, novembre et décembre.

Les perspectives de recouvrement du quatrième trimestre 2018 se chiffrent à **6,196 milliards de FCFA**.

La Direction générale de la Dette publique continuera à recouvrer les échéances courantes de dettes et à réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'économie et des finances.

Le tableau 15 présente la situation des recouvrements des prêts rétrocédés au troisième trimestre 2018 et les perspectives pour le reste de l'année.

Tableau 15. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP au 3^{ème} trimestre et perspectives pour le reste de l'année 2018.

(En millions de FCFA)

ORGANISMES	janvier		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		septembre		octobre	novembre	décembre	TOTAL GENERAL	
	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	prév.	prév.	prév.	réal.
BNDA				12	9			9	407	407	12			12			8	8		406	12	854	448
EDM-SA											125					125					125	250	125
SOGEM	207		1 131		228		959				1 485	207		1 115		222		941				5 010	1 485
BDM-SA							83			83								75				158	83
SOTELMA-SA							7			7								6				13	7
N-SUKALA					1 898	1 885											1 883					3 781	1 885
BMS-SA						140	154											151				305	140
Total	207		1 131	12	2 135	2 025	1 203	9	407	497	137	1 485	207	12	1 115	125	2 113	8	1173	406	137	10 371	4 173
Cumul				12		2 037		2 046		2 543		4028		4 040		4 165		4 173					
Taux de réalisation en %				1,06		94,85		0,75		122,11		1083,94		5,80		11,21		0,38%					40,24

Source : DGDP, septembre 2018.

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT

Les recettes de la Direction générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) proviennent essentiellement des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées.

En 2018, il a été inscrit dans la loi des Finances des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de **6 milliards de FCFA** pour la DGABE.

Ces prévisions ont été faites sur la base de la cession de :

- l'Usine malienne de produits pharmaceutiques (UMPP) ;
- des actifs de l'Hôtel Club de Sélingué.

Après plusieurs tentatives de cession de l'UMPP, il a été créé par Décision n°2017-0025/MDI-SG du 06 juillet 2017, une nouvelle commission de privatisation de l'unité. À la suite des travaux de ladite commission, une offre a été retenue. Le processus de cession est donc en cours.

En ce qui concerne l'Hôtel Club de Sélingué, le processus de cession a démarré. Le choix d'un consultant est en cours en vue de l'évaluation de ses actifs (action préalable à toute cession).

Par ailleurs, la DGABE assure le suivi de la réalisation de la vente des matières et matériels réformés. Les produits de ces ventes sont comptabilisés au compte de la Direction nationale des Domaines (DND), conformément à la loi des Finances 2018. À la date du 30 septembre 2018, un montant de **367,376 millions de FCFA** a été réalisé au titre de la vente des matières et matériels réformés.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont recouvrées au niveau des guichets de la DND et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci.

III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT

Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

2.4. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions de dépenses budgétaires de l'exercice 2018 se chiffrent à **2 330,778 milliards de FCFA** sur lesquelles, il a été exécuté au 30 septembre 2018 un montant de **1 225,407 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **52,58%**, dont **17,37%** dans les Régions et **11,27%** par les Etablissements publics.

La situation d'exécution desdites charges est présentée dans les lignes qui suivent.

2.4.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique

Le tableau 16 présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.

NATURES ECONOMIQUES	PREVISIONS LF 2018 (en milliards de FCFA)		REALISATIONS CP LF 2018 AU 30-09-18		
	AE (1)	CP (2)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (3)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (4)	TAUX D'EXECUTION en % (5) = [(4) / (2)] *100
Budget général (1)	796,119	2 207,651	1 375,734	1 169,515	52,98
Dépenses ordinaires	0,000	1 295,173	942,338	802,238	61,94
Personnel		516,409	396,687	324,889	62,91
<i>dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales</i>		150,506	118,538	99,486	66,10
Acquisitions de biens et services		358,137	245,175	207,565	57,96
<i>dont Matériel</i>		123,397	75,840	60,266	48,84
<i>dont Communication</i>		45,838	29,926	25,841	56,37
<i>dont Autres Dépenses</i>		107,627	62,069	52,655	48,92
<i>dont dépenses électorales</i>		45,000	26,843	21,453	47,67
Charges financières		78,337	49,938	40,194	51,31
Transferts et subventions		336,290	248,562	227,613	67,68
<i>dont Bourses</i>		17,796	15,172	15,018	84,39
<i>dont subvention CMSS</i>		40,000	42,800	42,800	107,00
<i>dont Subvention Intrants</i>		43,000	31,685	31,678	73,67
<i>dont Subvention EDM-SA</i>		27,000	17,000	17,000	62,96
Dépenses en atténuation des recettes		6,000	1,976	1,976	32,93
Dépenses en capital	796,119	912,478	433,396	367,277	40,25
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat ⁶	796,119	912,478	433,396	367,277	40,25
Dépenses de transferts en capital	-	-	0	0	
Budgets annexes (2)	1,840	6,514	2,283	2,170	33,32
Personnel		1,959	0,784	0,771	39,36
Acquisitions de biens et services		2,127	0,606	0,606	28,50
Transferts et subventions		0,588	0,279	0,279	47,44
Dépenses en capital	1,840	1,040	0,613	0,514	27,94
Comptes spéciaux du Trésor (3)	51,995	116,613	54,230	53,722	46,07
Personnel		0,470	0,080	0,078	16,64
Acquisitions de biens et services		63,240	48,374	48,208	76,23
Transferts et subventions		0,908	0,294	0,244	26,82
Dépenses en capital	51,995	51,995	5,481	5,192	9,99
TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	849,954	2 330,778	1 432,246	1 225,407	52,58

Source : DGB, septembre 2018

⁶ La situation d'exécution des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat intègre celle du budget spécial d'investissement sur financement extérieur.

2.4.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les Départements ministériels, les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les Institutions de la République et assimilées. Elles s'élèvent à **2 207,651 milliards de FCFA** pour l'exercice 2018 sur lesquelles **1 169,515 milliards de FCFA** ont été exécutées au 30 septembre 2018, soit un taux d'exécution de **52,98%**.

Ce faible taux d'exécution s'explique essentiellement par la prudence observée dans l'exécution des dépenses en atténuation des recettes, en capital et d'acquisition de biens et services, en vue de limiter les tensions de trésorerie.

Dépenses ordinaires

Dans le budget d'Etat de 2018, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Les CP des dépenses ordinaires pour 2018 s'élèvent à **1 295,173 milliards de FCFA** sur lesquels **61,94%**, représentant **802,238 milliards de FCFA**, ont été exécutés. Ils se déclinent en dépenses de personnel, de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

◆ **Personnel :**

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2018 à **516,409 milliards de FCFA** exécutés à hauteur de **62,91%** soit **324,889 milliards de FCFA** sur lesquels **30,62%** représentent des charges salariales des fonctionnaires des Collectivités territoriales (**99,486 milliards de FCFA**).

◆ **Biens et services :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Biens et services » ont été exécutés à hauteur de **207,565 milliards de FCFA** représentant **57,96%** des **358,137 milliards de FCFA** inscrits au budget d'Etat 2018. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés à l'acquisition de matériel (**29,03%**), aux autres dépenses (**25,37%**) et aux frais de communication et énergie (**12,45%**).

◆ **Charges financières :**

Les crédits de paiement des charges financières servent à prendre en charge les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent respectivement à **46,678** et **31,659 milliards de FCFA** dans la loi de Finances 2018. Au 30 septembre 2018, ils ont été exécutés à hauteur de **51,31%** correspondant à **40,194 milliards de FCFA**. Sur ce montant, **27,034 milliards de FCFA** représentent les frais financiers sur la dette intérieure et **13,160 milliards de FCFA**, ceux sur la dette extérieure.

◆ **Transferts et subventions :**

Evalués à **336,290 milliards de FCFA** en 2018, les CP des dépenses de transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de **227,613 milliards de FCFA**, représentant un taux d'exécution de **67,68%**. Ils ont permis de prendre en charge entre autres, la subvention accordée par l'Etat à EDM SA (**7,47%**), celle accordée à la caisse de sécurité (**18,80%**), la subvention en intrants agricoles (**13,92%**) et les bourses scolaires (**6,60%**).

◆ **Dépenses en atténuation des recettes :**

Prévues pour **6,000 milliards de FCFA** et affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement, la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes fait ressortir à la fin du troisième trimestre, un niveau d'exécution de **1,976 milliards de FCFA**, représentant **32,93%** des prévisions.

◆ **Dépenses en capital**

Dans le budget d'Etat de 2018, les dépenses en capital sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement⁷ (CP). Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements décomposées en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) appuis budgétaires sectoriels (ABS).

En 2018, les autorisations d'engagement des dépenses en capital s'élèvent à **796,119 milliards de FCFA**. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à **912,478 milliards de FCFA** dans le budget 2018. Sur ce montant, **367,277 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 septembre 2018, soit un taux d'exécution de **40,25%** sur lesquels **40,56%** ont été réalisés au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, **30,89%** au compte du BSI financement intérieur et **28,27%** au compte du BSI financement extérieur.

◆ **Equipement - investissement :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Equipement investissement » se chiffrent à **345,020 milliards de FCFA** dans le budget 2018 exécutés à **43,17%** dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

◆ **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :**

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement intérieur, représentent **310,067 milliards de FCFA** dans le budget 2018 sur lesquels **36,59%** ont été exécutés au 30 septembre 2018. Les travaux de construction des bâtiments administratifs représentent **55,54%** des crédits liquidés et les autres dépenses en investissement **44,46%**.

◆ **Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :**

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement extérieur, représentent **250,000 milliards de FCFA** dans le budget 2018 sur lesquels **41,53%** ont été exécutés au 30 septembre 2018, soit **103,828 milliards de FCFA**.

⁷ Cf supra point 2.4.1.1 – Dépenses ordinaires pour la définition des CP.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit.

Tableau 17. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

(En millions de FCFA)

MINISTERES/ INSTITUTIONS	Etat d'exécution cumulée au 30 juin 2018			Etat d'exécution du 3 ^{ème} trimestre 2018			Etat d'exécution cumulée au 30 septembre 2018		
	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	-	1 144	985	-	-	-	-	1 144	1 144
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	6 500	-	6 500	1 187	-	1 187	6 500	-	6 500
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4 974	1 355	6 329	795	874	1 669	5 769	2 229	7 998
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	18 554	9 756	28 310	14 613	675	15 288	33 167	10 431	43 598
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	2 324	179	2 503	1 915	49	1 964	4 239	228	4 467
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	825	1 968	2 793	313	14	327	1 138	1 982	3 120
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	7 403	9 153	16 556	7 184	2 868	10 052	14 587	12 021	26 608
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	-	-	-	2 500	-	2 500	2 500	-	2 500
MINISTERE DU COMMERCE	-	372	372	-	-	-	-	372	372
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	-	1 208	1 208	1 668	4 606	6 274	1 668	5 814	7 482
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	-	26	26	-	13	13	-	39	39
TOTAL	40 580	25 161	65 741	30 175	9 099	39 274	69 568	34 260	103 828

Source : DNP, septembre 2018

2.4.1.2. Budgets annexes

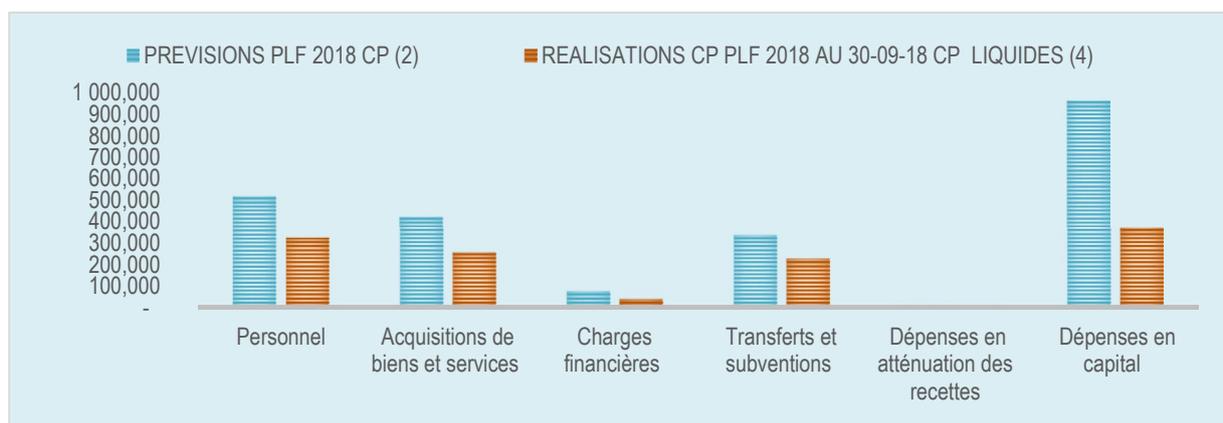
Les crédits de paiement des budgets annexes s'élevaient à **6,514 milliards de FCFA** dans la loi de Finances de 2018. Sur ce montant, **2,170 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 septembre 2018, soit **33,32%** des prévisions.

2.4.1.3. Comptes Spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement des comptes spéciaux du Trésor, se chiffrent en 2018 à **116,613 milliards de FCFA** sur lesquels **46,07%** ont été exécutés dont **88,98%**, au titre du remboursement de crédits TVA.

Agrégées par nature économique, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles est présentée dans le graphique 4.

Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 septembre 2018 par nature économique.



Source : DGB, septembre 2018

Ce graphique permet d'identifier les catégories de dépenses ayant enregistré les taux d'exécution les plus élevés. Il s'agit des dépenses de transferts et de subventions avec **67,54%**, de personnel avec **62,78%**, d'acquisition de biens et services avec **60,54%** et des charges financières avec **51,31%**.

Au niveau des Régions, la situation d'exécution des charges budgétaires par nature économique au 30 septembre 2018 se présente comme suit.

Tableau 18. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.

NATURE ECONOMIQUE	PREVISIONS LFI 2018 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS CP AU 30/09/2018 (en milliards de FCFA) (2)	TAUX D'EXECUTION en % (3) = (2) / (1) *100
Personnel	219,296	152,890	69,72
Acquisition de biens et services	52,608	28,870	54,88
Transferts et subventions	13,505	5,774	42,75
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	52,624	25,377	48,22
TOTAL	338,033	212,912	62,99

Source : DGB, 2018.

Il en ressort que les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au niveau des Régions au 30 septembre 2018 et présentent le taux d'exécution le plus élevé, soit **69,72%** prévisions.

2.4.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Le budget d'Etat de 2018 comporte 148 programmes, 339 actions, 477 objectifs et 1081 indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le tableau 19.

Tableau 19. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

LIBELLES	PREVISIONS INITIALES 2018						REALISATIONS CP AU 30/09/2018			
	Nombre de Prog (1)	Nombre d'actions (2)	Nombre d'obj. (3)	Nombre d'indic. (4)	AE (en milliards de FCFA) (5)	CP (en milliards de FCFA) (6)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (7)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (8)	TAUX D'EXECUTION en % (9) = [(8)/(6)]*100	
Programmes de pilotage (1)	40	139	146	306	210,291	602,724	412,469	333,127	55,27	
Personnel						170,767	130,453	98,816	57,87	
Biens et services						129,473	87,855	72,030	55,63	
Transferts et subventions						74,793	69,887	66,998	89,58	
Investissement					210,291	227,691	124,273	95,284	41,85	
Programme opérationnel (2)	96	183	301	725	438,084	1 185,656	640,944	541,665	45,68	
Personnel						293,539	243,370	204,448	69,65	
Biens et services						102,748	65,352	49,690	48,36	
Transferts et subventions						206,826	163,982	147,528	71,33	
Investissement					438,084	582,543	168,240	140,000	24,03	
Programmes des Budgets annexes (3)	1	6	18	38	1,840	6,514	2,283	2,170	33,32	
Personnel						1,959	0,784	0,771	39,36	
Biens et services						2,127	0,606	0,606	28,50	
Transferts et subventions						0,588	0,279	0,279	47,44	
Investissement					1,840	1,840	0,613	0,514	27,94	
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	11	11	12	12	51,995	116,613	54,230	53,722	46,07	
Personnel						0,470	0,080	0,078	16,64	
Biens et services						63,240	48,374	48,208	76,23	
Transferts et subventions						0,908	0,294	0,244	26,82	
Investissement					51,995	51,995	5,481	5,192	9,99	
Dotations (5)	0	0	0	0	147,744	419,271	218,493	190,894	45,53	
Personnel						52,103	22,864	21,626	41,51	
Biens et services						204,253	142,047	125,989	61,68	
Transferts et subventions						54,671	14,552	13,139	24,03	
Investissement					147,744	108,244	39,031	30,141	27,85	
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	148	339	477	1 081	849,954	2 330,778	1 328,418	1 121,579	48,12	

Source : DGB, septembre 2018.

2.4.2.1. Programme de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat au titre des programmes de pilotage, s'élèvent à **602,724 milliards de FCFA** et permettent de financer 139 actions des 40 programmes d'administration générale. Ces crédits ont été exécutés à hauteur de **333,127 milliards de FCFA**, soit **29,70%** du total des crédits liquidés ou un taux d'exécution de **55,27%** par rapport aux prévisions.

Bien que leur taux d'exécution soit le plus élevé (**89,58%**) comparé aux autres natures de dépenses effectuées par ces programmes, les dépenses de transferts et subventions représentent seulement **20,11%** des liquidations des programmes de pilotage, suivi de ceux des dépenses d'acquisition de biens et services (**21,62%**), puis d'investissement (**28,60%**) et enfin de personnel (**29,66%**).

2.4.2.2. Programmes opérationnels

En 2018, les crédits des 96 programmes opérationnels, d'un montant de **1 185,656 milliards de FCFA**, sont destinés au financement des 183 actions. Ils ont été exécutés à hauteur de **45,68%** et représentent **48,29%** du total des crédits liquidés.

A l'instar des programmes de pilotage, les dépenses de personnel, exécutées à **69,65%**, y sont également les plus importantes (**37,74%** que des crédits liquidés). Elles sont suivies par les dépenses de transferts et de subventions qui représente **27,24%** des crédits liquidés et sont exécutés à **71,32%** par rapport aux prévisions. Malgré leur poids important dans les prévisions (**49%** des CP), les dépenses d'investissement des programmes opérationnels n'ont été exécutées qu'à hauteur de **25,85%** et elles représentent **25,85%** du total des crédits liquidés. Les dépenses d'acquisition de biens et services ne représentent, quant à elles, que **9,17%** des crédits liquidés et leur taux d'exécution par rapport aux prévisions s'élève à **48,36%**.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

2.4.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat au titre du programme des budgets annexes s'élèvent à **6,514 milliards de FCFA** et permettent de financer 6 actions.

Au 30 septembre 2018, ils ont été exécutés à hauteur de **2,170 milliards de FCFA**, soit **33,32%** des prévisions sur lesquels, **35,53%** représentent des dépenses de personnel, **27,93%** des acquisitions de biens et services, **23,69%** des investissements et **12,85%** des transferts et subventions.

2.4.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat au titre des comptes spéciaux du trésor se chiffrent à **116,613 milliards de FCFA** et permettent de financer 11 actions des 11 programmes des comptes spéciaux.

Sur ce montant, **53,722 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 septembre 2018, soit **46,07%** de taux de réalisation et **5%** du total des crédits liquidés, dont **89,74%** ont servi à l'acquisition de biens et services.

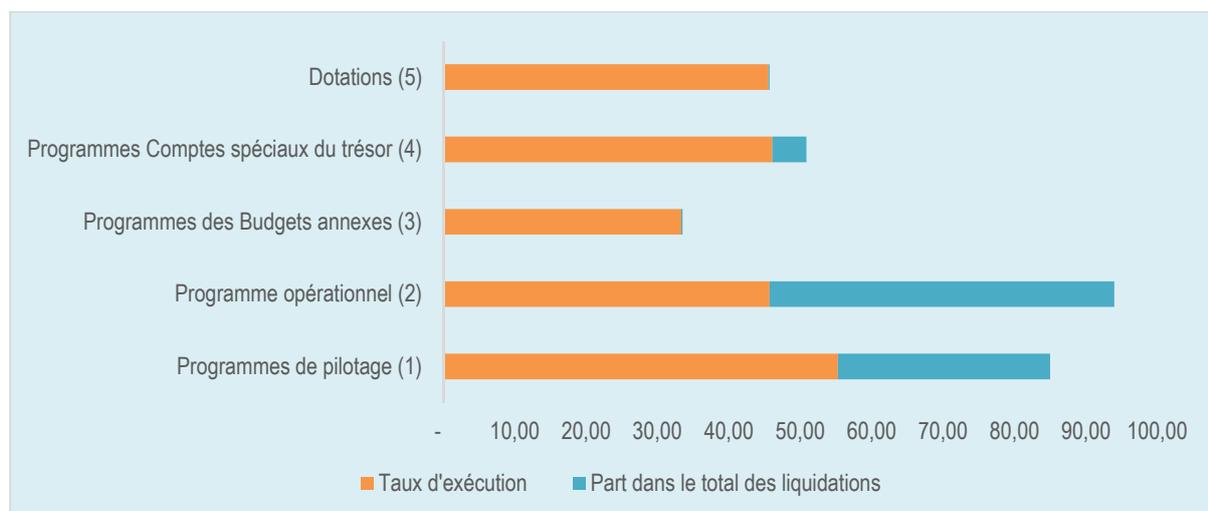
2.4.2.5. Dotations

Les crédits de paiement inscrits dans le budget d'Etat 2018 au titre des dotations, se chiffrent à **419,271 milliards de FCFA** sur lesquels **45,53%** ont été exécutés, soit **17%** du total des crédits liquidés. L'acquisition de biens et services représentent **66%** des liquidations de ces dotations, suivie des dépenses d'investissement qui représentent **16%**.

Les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Le graphique 5 présente la situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

Graphique 5. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, septembre 2018.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent presque **50%** des crédits liquidés au 30 septembre 2018 tandis que le taux d'exécution le plus élevé par rapport aux prévisions est enregistré par les programmes de pilotage, soit **55,27%**.

2.4.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les charges budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le tableau 20 présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau 20. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

FONCTION	PREVISIONS LF 2018		REALISATIONS LF AU 30/09/2018			
	CP (en milliards de FCFA)	POIDS CP en %	CREDITS ENGAGES (en milliards de FCFA)	CREDITS LIQUIDES (en milliards de FCFA)	TAUX D'EXECUTION DES CP en %	POIDS CP en %
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) / (1) *100	(6)
Services généraux des administrations publiques	551,876	23,68	341,072	305,000	55,27	27,19
Défense	272,338	11,68	224,796	169,449	62,22	15,11
Ordre et sécurité publics	130,515	5,60	92,078	71,035	54,43	6,33
Affaires économiques	668,747	28,69	245,636	214,830	32,08	19,15
<i>dont Agriculture</i>	349,850	15,01	101,905	86,983	24,86	7,76
Protection de l'environnement	8,969	0,38	4,983	4,152	46,29	0,37
Logement et équipements collectifs	55,363	2,38	12,514	10,186	18,40	0,91
Santé	124,490	5,34	55,819	45,130	36,25	4,02
Loisirs, culture et culte	22,160	0,95	14,323	11,196	50,53	1,00
Enseignement	396,424	17,01	268,244	224,403	56,61	20,01
Protection sociale	99,899	4,29	68,952	66,198	66,27	5,90
TOTAL	2 330,778	100,00	1 328,418	1 121,579	48,12	100,00

Source : DGB, 2018.

2.4.3.1. Services généraux des administrations publiques

Le taux d'exécution des crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre des services généraux des administrations publiques s'élève à **55,27%** à la date du 30 septembre 2018. Ce niveau d'exécution est sous-tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales ainsi que les affaires étrangères pour **40,78%**, les opérations concernant la dette publique pour **24,82%**, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour **23,98%**, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement. En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec **27,19%** des dépenses totales.

2.4.3.2. Défense

Le poids des dépenses liées à la défense dans le total des crédits liquidés représente **15,11%**. Leur taux d'exécution au 30 septembre 2018 par rapport aux prévisions s'élève à **62,22%**.

2.4.3.3. Ordre et sécurité publics

Avec un taux d'exécution de **54,43%** à la fin du troisième trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2018 et exécutés au titre de l'ordre et de la sécurité publics concernent principalement les services de police, les dépenses des tribunaux et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs. Ils représentent **6,33%** des crédits liquidés au 30 septembre 2018.

2.4.3.4. Affaires économiques

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre des affaires économiques ont été exécutés au 30 septembre 2018 à hauteur de **32,12%**, soit **19,15%** du total des crédits liquidés à cette date. Les postes de dépenses les plus importants sont l'Agriculture, sylviculture, pêche et chasse (**40,49%**), les transports (**33,76%**) et les affaires économiques non classées ailleurs (**11,38%**).

2.4.3.5. Protection de l'environnement, Logement et équipements collectifs, Loisirs, culture et culte

Les poids des dépenses liés à la protection de l'environnement, au logement et aux équipements collectifs ainsi qu'aux loisirs, à la culture et au culte sont les plus faibles (respectivement **0,37%**, **0,91%** et **1,00%** du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à **46,29%**, **18,40%** et **50,53%**.

2.4.3.6. Santé

La fonction « santé » enregistre un taux d'exécution de ses dépenses de **36,25%** sur lesquelles **49,56%** l'ont été pour des services de santé non classés ailleurs, **27,44%** pour des services hospitaliers et **15,84%** pour les services de santé publique. Elle représente **4,02%** du total des crédits liquidés au 30 septembre 2018.

2.4.3.7. Enseignement

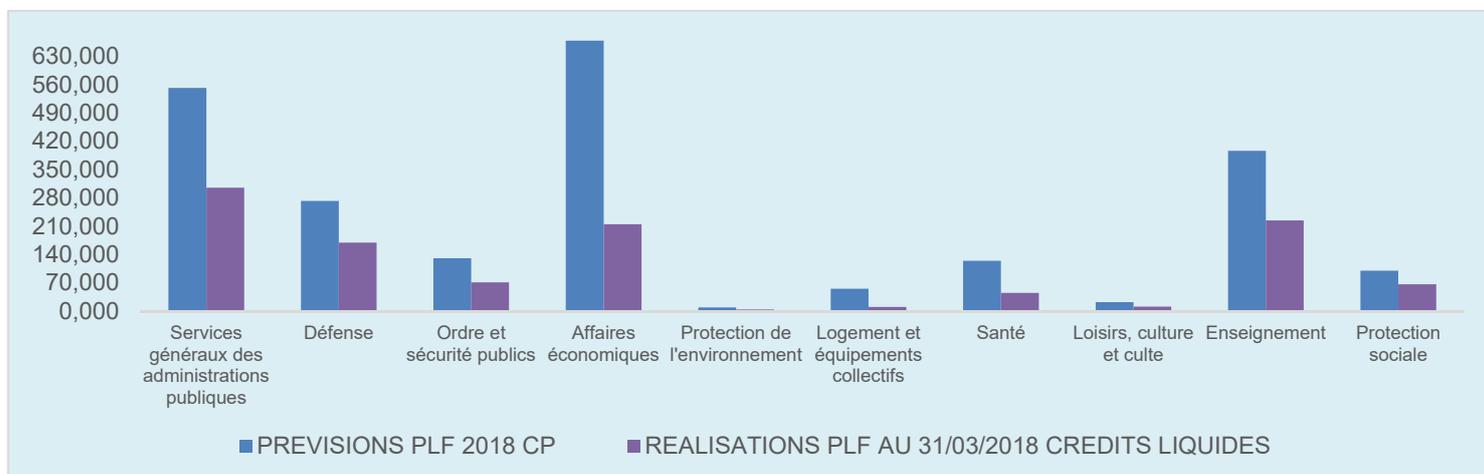
Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre de l'enseignement ont été exécutés au 30 septembre 2018 à hauteur de **56,61%**, soit **20,01%** des crédits liquidés à cette date. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (**43,46%**), l'enseignement secondaire (**31,08%**) et l'enseignement supérieur (**17,59%**).

2.4.3.8. Protection sociale

Avec le taux d'exécution le plus important, soit **66,27%** des prévisions à la fin du troisième trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2018 et exécutés au titre de la protection sociale ne représentent que **5,90%** du total des crédits liquidés. Ils concernent principalement la prise en charge de la vieillesse (**77,15%**).

Le graphique 6 ci-dessous, fourni une représentation schématique de l'exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

Graphique 6. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

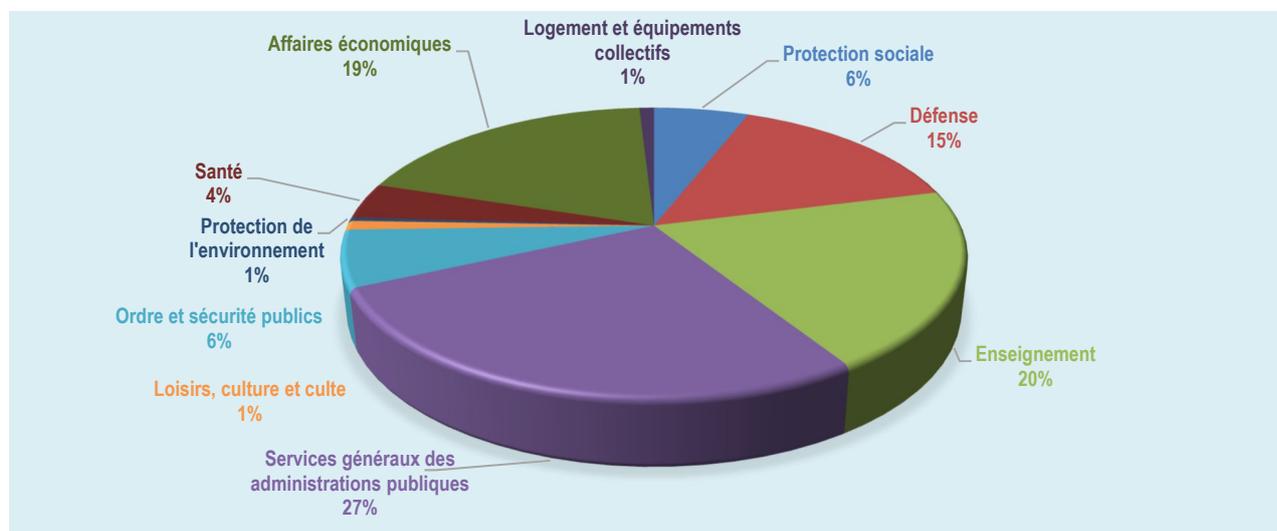


Source : DGB, septembre 2018.

Il en ressort que, malgré leurs poids relativement faibles dans les prévisions, les divisions « protection sociale », « défense », et « ordre et sécurité publics » présentent des taux d'exécution parmi les plus élevés.

Le graphique 7 quant à lui, présente la part de chacune des grandes divisions de fonction dans le montant total des crédits liquidés au 30 septembre 2018.

Graphique 7. Poids des CP liquidés par fonction en %.



Source : DGB, 2018.

La lecture de ce graphique fait apparaître le fait que les divisions « services généraux des administrations publiques », « enseignement », « affaires économiques » et « défense », sont les plus importants en termes de poids dans le montant total des crédits liquidés au troisième trimestre 2018.

2.5. CHARGES DE TRESORERIE

Pour l'exercice budgétaire 2018, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **348,583 milliards de FCFA**, contre **156,00 milliards de FCFA** dans la loi de finances rectificative 2017, soit une hausse **192,583 milliards de FCFA**.

De manière globale, les charges de trésorerie ont été exécutées à hauteur de **191,379 milliards de FCFA**, soit **54,90%** des prévisions.

La situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 septembre 2018 est présentée dans le tableau 21.

Tableau 21. Situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 septembre 2018.

CHARGES	PREVISIONS LF 2018 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS AU 30/09/2018 (en milliards de FCFA) (2)	ECART (en milliards de FCFA) (3) = (2) - (1)	TAUX D'EXECUTION en % (4) = [(2)/(1)]*100
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	334,423	186,445	-147,978	55,75
Principal dette intérieure	227,591	134,8	-92,791	59,23
Principal dette extérieure	106,832	51,645	-55,187	48,34
Retraits sur les comptes des correspondants	14,160	4,934	-9,226	34,84
Prêts et avances	-	-	-	
Total charges de trésorerie	348,583	191,379	- 157,204	54,90

Source : DNTCP, septembre 2018.

Les remboursements des produits des emprunts à court, moyen et long termes se chiffrent à **186,445 milliards de FCFA** dont **134,800 milliards de FCFA** de principal de la dette intérieure et **51,645 milliards de FCFA** de dette extérieure, soit un taux de réalisation de **55,75%** par rapport aux prévisions annuelles. Ils représentent **97,42%** des charges de trésorerie.

En ce qui concerne les retraits sur les comptes des correspondants, ils sont prévus en 2018 pour **14,160 milliards de FCFA**. Les réalisations se chiffrent à **4,934 milliards de FCFA**. Ce montant est composé essentiellement des dépenses effectuées par l'Office Malien de l'Habitat (OMH), l'Agence pour la Promotion Touristique au Mali (APTAM), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) et autres correspondants.

En termes de perspectives pour le quatrième trimestre 2018, il est programmé des paiements de **61,771 milliards de FCFA** dont **58,231 milliards de FCFA** de remboursement des produits des emprunts (dette intérieure **37,027 milliards de FCFA** et dette extérieure **21,207 milliards de FCFA**) ainsi que, **3,540 milliards de FCFA** de retraits sur les comptes des correspondants.

IV. CONCLUSION

L'année 2018 constitue la première année d'exécution du budget d'Etat en mode programmes.

L'exécution de ce premier budget-programmes fait ressortir au 30 septembre 2018, des réalisations de recettes budgétaires de **1 050,325 milliards de FCFA**, soit **53,65%** des prévisions et de charges budgétaires de **1 225,407 milliards de FCFA**, soit **52,58%** des prévisions.

Quant aux charges de trésorerie, elles ont été exécutées à hauteur de **191,379 milliards de FCFA**, soit **54,90%** des prévisions tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à hauteur de **137,205 milliards de FCFA**, soit **46,13%** des prévisions.

L'analyse des réalisations de ressources fait ressortir une proportion des recettes budgétaires de **88,45%**, tandis que les ressources de trésorerie représentent **11,55%** des ressources réalisées. L'effort de réalisation des ressources par les services d'assiette et de recouvrement représente **83,33%** des ressources totales (recettes budgétaires et ressources de trésorerie).

Classées par nature économique, les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat constituent le principal poste de dépenses avec **30,44%** des liquidations, suivies des charges de personnel avec **26,58%** et des dépenses d'acquisition de biens et services avec **20,92%**.

Environ **17,37%** des liquidations ont été effectuées au niveau déconcentré où les dépenses de personnel et d'acquisition de biens et services sont les plus importantes et **11,27%** au niveau des Etablissements publics.

L'analyse de la situation d'exécution par type de programmes et dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que **48,29%** des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, **29,70%** au titre des programmes de pilotage, **4,79%** pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, **0,19%** pour ceux des budgets annexes et **17,02%** au titre des dotations.

Suivant la classification fonctionnelle des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, les services généraux des administrations publiques représentent **27,19%** des crédits liquidés, la défense, l'ordre et la sécurité publics **21,44%**, l'enseignement **20,01%** et les affaires économiques **19,15%**. Les taux d'exécution les plus importants par rapport aux prévisions ont été enregistrés au niveau des fonctions « protection sociale » avec **66,27%**, « défense » avec **62,22%**, « enseignement » avec **56,61%**, « services généraux des administrations publiques » avec **55,27%**, « ordre et sécurité publics » avec **54,43%** et « loisirs, culture et culte » avec **50,53%**.

Le faible niveau d'exécution des dépenses au 30 septembre 2018, s'explique par la mise en œuvre de mesures de régulation budgétaire visant à adapter le rythme de paiement des dépenses à celui des recouvrements de recettes, afin de juguler les tensions de trésorerie.

ANNEXE 1 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION PROGRAMMATIQUE ET

ECONOMIQUE AU 30 SEPTEMBRE 2018.

Sans le financement extérieur du BSI

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 30/09/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type programme Titre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement-----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
0 Dotation					
2 Personnel	0	58 146 097	22 987 046	22 864 467	21 625 742
3 Biens et services	0	209 007 243	147 742 384	142 046 768	125 988 859
4 Transferts et subventions	0	37 995 949	16 707 309	14 551 522	13 138 926
5 Investissement	147 744 443	120 986 720	49 286 310	39 030 642	30 140 889
TOTAL	114 476 267	426 136 009	236 723 049	218 493 399	190 894 416
1 Programme de pilotage					
2 Personnel	0	161 639 556	149 528 985	130 452 554	98 816 058
3 Biens et services	0	125 696 125	110 634 017	87 855 296	72 029 749
4 Transferts et subventions	0	92 411 020	77 831 936	69 887 224	66 997 758
5 Investissement	210 291 239	230 682 390	168 117 079	124 273 449	95 283 551
TOTAL	227 423 450	610 429 091	506 112 016	412 468 523	333 127 117
2 Programme opérationnel					
2 Personnel	0	293 284 262	287 805 937	243 370 259	204 447 602
3 Biens et services	0	100 224 097	84 676 640	65 351 764	49 689 939
4 Transferts et subventions	0	210 768 561	192 915 357	163 982 436	147 527 541
5 Investissement	438 084 098	566 809 670	227 358 480	168 239 894	139 999 958
TOTAL	454 220 063	1 171 086 590	792 756 413	640 944 354	541 665 041
3 Programme des comptes spéciaux du trésor					
2 Personnel	0	470 000	145 470	80 131	78 190
3 Biens et services	0	63 240 020	62 598 672	48 374 079	48 207 943
4 Transferts et subventions	0	908 250	374 125	294 141	243 514
5 Investissement	51 994 770	51 994 770	6 865 581	5 481 168	5 192 123
TOTAL	51 994 770	116 613 040	69 983 848	54 229 519	53 721 769
4 Programme des budgets annexes					
2 Personnel	0	1 959 000	1 959 000	784 419	771 090
3 Biens et services	0	2 127 273	2 127 273	606 188	606 188
4 Transferts et subventions	0	588 000	588 000	278 950	278 950
5 Investissement	1 839 935	1 839 935	1 819 935	613 062	514 167
TOTAL	1 839 935	6 514 208	6 494 208	2 282 620	2 170 395
TOTAL DU BUDGET D'ETAT	849 954 485	2 330 778 938	1 612 069 534	1 328 418 415	1 121 578 737

ANNEXE 2 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION

AU 30 SEPTEMBRE 2018.

Sans le financement extérieur du BSI

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Liquidations		
	Dotations	Notifications	Engagements		
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	1 507 529	16 419 340	16 419 340	16 419 340	15 389 583
TOTAL	1 507 529	16 419 340	16 419 340	16 419 340	15 389 583
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001 Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle	450 000	4 138 791	4 032 658	3 364 682	2 917 141
1.002 Administration Générale	1 020 425	8 897 664	8 897 664	7 988 125	7 427 946
2.001 Sécurité et Défense	240 000	698 886	578 886	546 473	510 074
TOTAL	700 285	13 735 341	13 509 208	11 899 280	10 855 161
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale	1 071 324	6 236 250	6 031 368	5 065 885	4 084 291
1.004 Administration Générale et Contrôle	685 293	6 202 410	4 805 790	2 505 219	2 027 082
2.002 Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisés	211 500	476 367	360 829	228 222	190 767
TOTAL	2 078 117	12 915 027	11 197 986	7 799 325	6 302 141
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
2.003 Participation à la Gestion des Elections	45 119	562 411	517 171	415 926	406 945
TOTAL	45 119	562 411	517 171	415 926	406 945
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	327 464	1 199 205	954 222	820 394	784 152
TOTAL	327 464	1 199 205	954 222	820 394	784 152
150 COUR SUPREME					
2.005 Cour Suprême	734 500	2 358 026	2 169 413	1 835 779	1 509 697
TOTAL	734 500	2 358 026	2 169 413	1 835 779	1 509 697
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	916 821	801 412	617 769	622 917
TOTAL	0	916 821	801 412	617 769	622 917
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques	350 000	1 323 066	1 183 759	1 092 454	878 937
TOTAL	350 000	1 323 066	1 183 759	1 092 454	878 937
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	345 000	1 872 118	1 579 458	1 273 271	939 582
TOTAL	345 000	1 872 118	1 579 458	1 273 271	939 582

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
1.006 Administration Générale	7 468 985	42 349 805	41 237 672	28 462 477	30 545 240
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	561 807	530 582	504 139	315 852
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	96 973	88 871	51 284	59 370
TOTAL	9 068 985	43 008 585	41 857 126	29 017 901	30 920 461
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
1.007 Administration Générale	93 500	1 070 363	854 660	728 173	594 276
2.010 Intégration Africaine	0	171 632	153 123	132 429	54 543
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	626 000	965 059	480 265	443 603	378 881
TOTAL	719 500	2 207 054	1 488 047	1 304 205	1 027 700
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
2.012 Bureau du Vérificateur Général	238 910	3 442 994	3 158 323	3 101 323	3 101 323
TOTAL	238 910	3 442 994	3 158 323	3 101 323	3 101 323
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	30 000	1 005 374	855 282	855 282	788 776
TOTAL	30 000	1 005 374	855 282	855 282	788 776
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	27 630	150 518	133 899	94 179	91 162
TOTAL	27 630	150 518	133 899	94 179	91 162
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
1.008 Administration Générale	92 796 240	272 734 705	262 844 653	221 770 483	167 260 686
2.015 Gestion des Opérations Militaires	377 756	7 424 277	6 289 786	4 264 374	2 538 540
2.016 Inspection des Armées	15 000	303 837	251 846	228 335	228 335
2.017 Formation	33 388	639 616	505 867	484 250	419 529
2.018 Gestion des Transmissions	28 402	252 058	198 156	95 711	86 757
TOTAL	108 716 112	281 354 493	270 090 308	226 843 154	170 533 847
220 MINISTERE DE LA JUSTICE					
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	2 062 252	6 678 989	5 168 709	4 767 427	2 395 976
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	680 584	9 269 403	8 274 762	6 721 322	6 096 804
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	30 017	5 078 530	3 976 927	3 724 624	3 190 658
TOTAL	2 772 853	21 026 922	17 420 398	15 213 372	11 683 438
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	218 000	1 316 017	1 121 702	1 121 702	1 120 705
TOTAL	218 000	1 316 017	1 121 702	1 121 702	1 120 705

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Dotations Notifications EngagementsLiquidations		
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT					
1.041 Administration Générale	0	426 700	381 206	375 824	359 939
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	350 000	504 160	313 679	205 119	140 218
TOTAL	350 000	930 860	694 885	580 944	500 157
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	20 000	489 500	439 975	439 975	428 575
TOTAL	20 000	489 500	439 975	439 975	428 575
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
1.010 Administration Générale	7 502 852	15 025 490	13 061 892	11 399 522	8 292 533
2.021 Ordre et Sécurité	15 799 282	52 690 652	42 168 142	41 247 598	31 594 798
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 564 669	12 512 701	8 461 535	8 128 065	4 952 818
TOTAL	35 863 073	80 228 843	63 691 569	60 775 185	44 840 150
235 SECURITE D'ETAT					
0.002 Securite d'Etat	500 000	8 432 573	8 182 573	7 917 381	7 917 381
TOTAL	500 000	8 432 573	8 182 573	7 917 381	7 917 381
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
1.011 Administration Générale	34 830 342	36 101 830	14 117 867	10 866 479	7 101 953
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 215 953	8 143 214	6 976 759	4 170 284	2 575 224
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	2 215 827	14 263 282	12 803 495	9 577 471	7 532 535
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 112 395	5 827 647	5 177 289	4 475 214	2 532 539
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	1 062 571	5 043 834	4 401 912	3 075 210	2 175 427
2.027 Gestion de la Dette Publique	270 000	506 386	390 636	258 125	159 080
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	4 919 146	5 437 190	3 657 571	2 727 104	2 207 641
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	3 610 553	5 185 562	4 837 100	3 191 096	3 083 085
TOTAL	49 388 143	80 508 945	52 362 629	38 340 985	27 367 483
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	400 000	1 543 360	1 146 634	843 928	733 657
TOTAL	400 000	1 543 360	1 146 634	843 928	733 657
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
2.068 Régulation de la commande publique	0	430 391	330 893	190 756	190 756
TOTAL	0	430 391	330 893	190 756	190 756

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Liquidations		
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
1.012 Administration Générale	986 711	2 274 587	1 817 932	1 344 998	1 220 033
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	752 000	1 139 256	849 593	618 962	443 675
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	29 691	778 766	729 702	457 522	486 881
TOTAL	1 585 402	4 192 609	3 397 227	2 421 481	2 150 590
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
1.013 Administration Générale	217 194	2 105 938	1 683 505	1 177 494	1 060 006
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	8 946 798	9 765 636	981 228	691 541	656 090
2.034 Formation Professionnelle	939 235	1 639 484	1 163 544	867 743	659 784
TOTAL	10 103 227	13 511 058	3 828 277	2 736 779	2 375 880
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE					
1.014 Administration Générale et Contrôle	229 980	3 862 295	2 977 381	2 641 039	2 178 079
2.036 Administration du Territoire	3 151 075	23 677 649	21 366 641	15 224 447	10 928 930
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	305 000	411 038	213 607	128 380	95 811
TOTAL	3 686 055	27 950 982	24 557 628	17 993 866	13 202 820
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	153 619	1 536 532	1 441 799	1 441 799	1 429 657
TOTAL	153 619	1 536 532	1 441 799	1 441 799	1 429 657
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE					
1.036 Administration Générale	160 215	725 156	531 294	356 682	398 117
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	22 628 381	27 633 398	14 695 907	11 239 415	10 464 588
TOTAL	22 788 596	28 358 554	15 227 200	11 596 097	10 862 705
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
1.015 Administration Générale	65 640	924 609	781 185	734 299	683 082
2.039 Religion et du Culte	150 000	259 040	202 655	193 455	102 979
TOTAL	215 640	1 183 649	983 839	927 754	786 062
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
1.016 Administration Générale	48 900	956 552	676 666	614 443	567 851
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 129 145	1 638 898	1 475 567	1 311 255
TOTAL	48 900	3 085 697	2 315 563	2 090 010	1 879 106
380 MINISTERE DU COMMERCE					
1.032 Administration Générale	214 807	1 270 591	1 072 967	882 608	672 617
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	2 483 046	5 230 623	2 793 807	2 242 133	1 989 481
TOTAL	2 737 853	6 501 214	3 866 773	3 124 740	2 662 098

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Dotations			Notifications EngagementsLiquidations	
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE							
1.017 Administration Générale	3 352 578	30 211 865	23 868 639	15 887 023	10 942 950		
2.041 Développement de l'Education de Base	34 440 123	245 585 583	229 076 675	191 653 563	164 218 486		
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	4 299 726	11 083 189	7 957 631	3 994 019	2 332 346		
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	890 686	4 373 419	3 611 593	1 869 429	1 183 079		
TOTAL	42 983 113	291 254 056	264 514 538	213 404 034	178 676 860		
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE							
1.018 Administration Générale	3 492 301	10 317 979	6 412 653	2 965 422	1 892 758		
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	5 851 724	69 963 106	58 442 971	46 900 870	39 195 080		
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	311 598	1 076 075	845 832	464 590	578 487		
TOTAL	9 731 623	81 357 160	65 701 456	50 330 881	41 666 324		
510 MINISTERE DE LA CULTURE							
1.019 Administration Générale	303 732	2 325 572	1 975 010	1 685 545	1 392 388		
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	391 000	1 467 846	958 903	737 002	602 532		
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	1 000 000	915 907	653 406	449 216	375 482		
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 069 570	3 636 388	2 792 275	2 132 996	1 690 509		
TOTAL	2 764 302	8 345 713	6 379 593	5 004 759	4 060 911		
520 MINISTERE DES SPORTS							
1.020 Administration Générale	385 830	5 048 294	4 546 558	3 802 424	3 401 727		
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	957 454	1 751 961	1 535 246	1 084 704	813 286		
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	22 955	1 308 885	1 177 317	924 998	780 795		
TOTAL	888 239	8 109 140	7 259 121	5 812 126	4 995 807		
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE							
1.038 Administration Générale	30 000	538 144	463 989	370 531	330 789		
2.035 Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes	1 247 963	3 135 883	2 574 626	2 021 952	1 130 012		
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	1 695 000	2 176 276	1 597 173	1 426 222	990 369		
TOTAL	3 352 963	5 850 303	4 635 788	3 818 705	2 451 170		
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE							
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	5 643 822	23 203 112	13 222 523	8 389 036	4 827 753		
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	1 831 556	35 457 960	30 635 615	23 588 450	19 827 254		
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation	6 749	3 538 479	2 701 469	1 863 431	1 460 205		
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	21 064 829	39 881 095	24 731 174	18 095 569	15 463 186		
TOTAL	28 546 956	102 080 646	71 290 782	51 936 487	41 578 399		

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Liquidations		
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 930 849	2 230 024	1 947 801	1 635 859
TOTAL	0	2 930 849	2 230 024	1 947 801	1 635 859
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	978 767	2 577 921	1 826 657	1 369 514	1 220 411
2.059 Promotion de la Femme	4 866 952	5 371 794	1 265 452	818 669	662 163
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	553 418	1 342 841	1 104 541	724 010	656 866
TOTAL	5 543 137	9 292 556	4 196 651	2 912 193	2 539 440
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE					
1.023 Administration Générale	8 185 929	10 535 334	2 996 749	1 770 852	1 275 879
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	280 000	2 237 744	1 804 290	1 058 441	961 507
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	343 225	56 230 651	55 196 910	53 995 706	53 369 561
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	645 000	1 177 683	980 856	947 299	678 031
TOTAL	9 419 154	70 181 412	60 978 804	57 772 299	56 284 978
700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT					
1.024 Administration Générale	619 001	2 159 931	1 711 175	1 058 806	1 055 290
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	62 555 575	171 450 434	97 444 129	72 154 191	66 003 716
TOTAL	91 044 102	173 610 365	99 155 304	73 212 997	67 059 006
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
1.025 Administration Générale	383 315	1 503 316	1 192 637	773 163	722 418
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	15 614 680	9 453 464	4 228 852	2 518 987	1 726 597
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	650 000	2 315 080	1 268 929	1 189 316	960 221
2.071 Protection et Conservation de la Nature	6 116 967	7 996 707	3 313 662	2 383 349	1 931 536
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	2 993 000	3 166 327	715 918	314 115	313 485
TOTAL	26 100 250	24 434 894	10 719 998	7 178 928	5 654 257
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
1.026 Administration Générale	125 737	28 036 798	17 951 727	17 630 055	17 635 917
2.073 Développement des Ressources Energétiques	21 740 046	35 177 419	10 351 428	8 903 454	6 857 565
2.074 Développement des Ressources en Eau	33 149 706	46 672 993	8 029 077	5 794 526	3 813 250
TOTAL	47 604 289	109 887 210	36 332 232	32 328 035	28 306 732
726 MINISTERE DES MINES					
1.027 Administration Générale	226 843	2 315 926	1 805 494	1 535 386	1 285 681
2.075 Développement des ressources minérales	1 580 996	2 336 729	1 377 221	942 179	607 632
TOTAL	1 918 617	4 652 655	3 182 716	2 477 565	1 893 313

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION					
1.028 Administration Générale	68 778	1 092 214	873 920	775 775	574 611
2.076 Medias et Communication Publics	2 150 000	8 273 593	7 305 826	6 162 293	5 178 783
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	645 000	3 756 029	3 502 851	2 404 949	1 067 970
TOTAL	4 407 967	13 121 836	11 682 597	9 343 016	6 821 363
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
2.096 Régulation de la Communication	400 000	1 403 706	1 226 356	1 068 374	658 952
TOTAL	400 000	1 403 706	1 226 356	1 068 374	658 952
740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES					
1.029 Administration Générale	2 259 000	4 202 621	2 761 193	2 218 118	1 729 961
2.078 Gestion Domaniale et Foncière	24 546	3 208 286	2 367 874	1 838 039	1 445 991
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	12 165 746	13 944 745	1 945 275	1 378 272	938 640
TOTAL	14 449 292	21 355 652	7 074 341	5 434 428	4 114 592
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
1.031 Administration Générale et Contrôle	3 172 900	3 763 717	1 799 668	1 695 821	1 674 903
2.080 Population	7 370 000	7 507 620	377 926	264 624	180 684
2.081 Aménagement du Territoire	409 000	511 881	376 095	279 630	252 787
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	815 255	3 328 499	2 226 248	1 709 561	1 615 790
TOTAL	11 763 580	15 111 717	4 779 937	3 949 637	3 724 165
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
1.042 Administration Générale	100 000	662 623	565 060	236 217	195 653
2.066 Développement et sécurisation des transports	2 664 484	5 465 997	3 350 335	1 547 862	1 367 921
TOTAL	2 764 484	6 128 620	3 915 395	1 784 079	1 563 573
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL					
1.039 Administration Générale	225 000	848 430	644 644	542 331	455 518
2.084 Développement du secteur industriel	488 396	1 714 068	1 346 821	1 019 214	555 600
TOTAL	706 396	2 562 498	1 991 465	1 561 545	1 011 118
812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE					
1.033 Administration Générale	95 225	1 130 979	889 971	814 572	665 454
2.085 Appui au développement du secteur privé	412 500	1 461 373	961 515	629 990	503 819
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	119 857	177 974	129 585	83 718	72 851
TOTAL	627 582	2 770 326	1 981 071	1 528 280	1 242 125

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
1.034 Administration Générale	11 887 224	47 896 620	43 950 416	39 939 390	38 547 413
2.087 Appui au Monde Rural	22 744 669	28 198 549	7 087 286	5 550 748	4 656 875
2.088 Aménagement et Equipement Rural	58 384 813	62 703 577	14 081 293	11 117 553	9 242 597
2.089 Recherche - Formation	7 857 500	11 749 272	4 155 468	3 363 418	3 560 806
TOTAL	97 834 469	150 548 018	69 274 463	59 971 109	56 007 691
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
1.037 Administration Générale	18 830 597	19 304 948	5 037 376	3 436 558	3 059 839
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	1 812 357	3 170 495	1 782 446	1 277 742	1 015 116
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 844 928	2 990 753	1 436 259	1 031 879	723 465
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	327 422	2 678 546	2 380 307	1 745 546	1 444 231
TOTAL	17 421 399	28 144 742	10 636 387	7 491 725	6 242 651
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
2.093 Sécurité Alimentaire	6 530 000	6 649 578	5 134 829	4 552 017	4 463 111
TOTAL	6 530 000	6 649 578	5 134 829	4 552 017	4 463 111
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
1.040 Administration Générale	20 000	770 022	640 890	526 124	452 954
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	939 546	1 566 181	1 231 082	920 182	466 849
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	169 070	549 660	400 003	335 934	243 315
TOTAL	1 128 616	2 885 863	2 271 975	1 782 240	1 163 118
990 CHARGES COMMUNES					
0.003 Provision pour impreuves	145 736 914	322 947 096	159 423 836	144 218 556	127 393 191
0.004 Dette	0	78 337 000	52 697 300	49 938 122	40 194 260
TOTAL	112 468 738	401 284 096	212 121 136	194 156 678	167 587 451
TOTAL DU BUDGET GENERAL	796 119 780	2 207 651 690	1 535 591 478	1 271 906 276	1 065 686 573

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits des budgets annexes par dotation et par programme au 30/09/2018**

(en milliers de francs CFA)

Section Programme Chapitre	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
770	MINISTERE DES TRANSPORTS				
4.001	Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports				
40-2-2013-0021-001-002686	ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)				
	Personnel	0	865 000	440 000	157 782
	Biens et services	0	1 078 000	569 000	202 883
	Transferts et subventions	0	983 000	493 000	233 750
	Investissement	2 198 497	2 198 497	1 222 497	415 716
Total		2 198 497	5 124 497	2 724 497	1 109 026
40-2-2013-0021-002-002384	ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)				
	Personnel	0	824 000	432 000	153 637
	Biens et services	0	865 745	445 000	148 881
	Transferts et subventions	0	160 000	95 000	45 200
	Investissement	393 000	393 000	170 000	59 919
Total		393 000	2 242 745	1 142 000	407 637
40-2-2013-0021-003-002288	ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)				
	Personnel	0	495 000	250 000	107 089
	Biens et services	0	483 000	242 500	32 376
	Investissement	268 000	268 000	114 000	0
Total		268 000	1 246 000	606 500	139 465
40-2-2013-0021-004-002768	ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)				
	Personnel	0	711 000	354 000	161 068
	Biens et services	0	557 100	274 550	100 993
	Investissement	230 876	230 876	120 938	17 435
Total		230 876	1 498 976	749 488	279 496
40-2-2013-0021-005-002324	ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)				
	Personnel	0	510 000	255 000	95 805
	Biens et services	0	557 800	373 900	63 846
	Investissement	125 000	125 000	62 500	7 744
Total		125 000	1 192 800	691 400	167 395
40-2-2013-0021-006-002478	ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)				
	Personnel	0	436 500	228 000	95 708
	Biens et services	0	442 896	222 323	57 211
	Investissement	310 250	310 250	130 000	13 352
Total		310 250	1 189 646	580 323	166 272
Total		3 525 623	12 494 664	6 494 208	2 282 620
Total		3 525 623	12 494 664	6 494 208	2 170 395
TOTAL GENERAL		3 525 623	12 494 664	6 494 208	2 170 395

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits des comptes spéciaux du trésor par dotation et par programme au 30/09/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Liquidations		
	Dotations	Notifications	Engagements		
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
3.001 Remboursement des Credits TVA	0	61 786 270	61 786 270	47 806 402	47 806 402
3.009 Fonds de Développement Durable	40 000 000	40 000 000	0	0	0
TOTAL	40 000 000	101 786 270	61 786 270	47 806 402	47 806 402
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 616 620	2 616 620	0	0	0
TOTAL	2 616 620	2 616 620	0	0	0
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	800 000	320 000	250 825	200 198
TOTAL	0	800 000	320 000	250 825	200 198
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	170 000	278 750	139 375	84 871	10 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	676 750	1 021 250	510 625	392 098	88 296
TOTAL	846 750	1 300 000	650 000	476 969	98 296
726 MINISTERE DES MINES					
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	235 000	214 606	182 943
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	35 000	515 000	0	0	0
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	515 000	1 263 750	800 018	368 236	331 650
TOTAL	550 000	2 128 750	1 035 018	582 842	514 593
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
3.008 Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	102 280
TOTAL	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	102 280
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL DU BUDGET GENERAL	51 994 770	116 613 040	69 983 848	54 229 519	53 721 769

ANNEXE 3 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET

ECONOMIQUE AU 30 SEPTEMBRE 2018.

Sans le financement extérieur du BSI

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 448 000	2 448 000	2 448 000	1 418 243
Biens et services	0	10 716 620	10 716 620	10 716 620	10 716 620
Transferts et subventions	0	1 747 191	1 747 191	1 747 191	1 747 191
Investissement	1 507 529	1 507 529	1 507 529	1 507 529	1 507 529
Total	1 507 529	16 419 340	16 419 340	16 419 340	15 389 583
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	1 729 662	1 729 661	1 729 661	1 262 064
Biens et services	0	7 481 261	8 665 129	6 388 282	6 018 423
Transferts et subventions	0	3 824 133	2 624 133	3 388 934	3 335 343
Investissement	1 710 425	700 285	490 285	392 403	239 332
Total	700 285	13 735 341	13 509 208	11 899 280	10 855 161
130 PRIMATURE					
Personnel	0	1 753 950	1 753 950	1 619 518	1 185 400
Biens et services	0	5 716 881	5 684 360	3 996 163	3 474 520
Transferts et subventions	0	1 564 483	1 479 700	1 085 070	984 209
Investissement	1 968 117	3 879 713	2 279 976	1 098 573	658 012
Total	2 078 117	12 915 027	11 197 986	7 799 325	6 302 141
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
Personnel	0	66 816	66 816	33 408	46 974
Biens et services	0	452 731	427 647	359 817	337 270
Investissement	45 119	42 864	22 707	22 701	22 701
Total	45 119	562 411	517 171	415 926	406 945
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	301 334	230 149	230 149	227 586
Biens et services	0	534 265	413 794	316 863	286 630
Transferts et subventions	0	42 515	31 136	32 136	28 691
Investissement	327 464	321 091	279 142	241 246	241 246
Total	327 464	1 199 205	954 222	820 394	784 152
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	1 266 603	1 266 603	1 266 603	972 153
Biens et services	0	603 423	447 536	313 609	311 101
Transferts et subventions	0	170 000	170 000	108 034	82 716
Investissement	734 500	318 000	285 273	147 533	143 726
Total	734 500	2 358 026	2 169 413	1 835 779	1 509 697
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
Personnel	0	233 751	233 751	150 165	172 762
Biens et services	0	72 250	72 250	54 313	54 313
Transferts et subventions	0	610 820	495 411	413 291	395 842
Total	0	916 821	801 412	617 769	622 917

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
Personnel	0	284 201	284 201	284 201	237 257
Biens et services	0	674 240	572 213	546 802	531 485
Transferts et subventions	0	31 875	24 156	22 908	20 037
Investissement	350 000	332 750	303 189	238 543	90 158
Total	350 000	1 323 066	1 183 759	1 092 454	878 937
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	757 101	757 101	757 101	538 997
Biens et services	0	680 392	569 641	370 930	321 700
Transferts et subventions	0	106 875	80 156	69 523	42 534
Investissement	345 000	327 750	172 560	75 716	36 350
Total	345 000	1 872 118	1 579 458	1 273 271	939 582
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	15 349 320	15 349 320	6 881 412	9 675 663
Biens et services	0	13 213 394	12 370 818	11 603 745	11 372 223
Transferts et subventions	0	4 973 563	4 964 813	2 938 097	2 532 783
Investissement	7 468 985	9 472 308	9 172 175	7 594 648	7 339 792
Total	9 068 985	43 008 585	41 857 126	29 017 901	30 920 461
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	407 879	407 879	407 879	196 361
Biens et services	0	792 932	612 928	475 251	442 437
Transferts et subventions	0	313 668	235 250	218 900	188 851
Investissement	719 500	692 575	231 990	202 174	200 050
Total	719 500	2 207 054	1 488 047	1 304 205	1 027 700
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	2 250 000	2 250 000	2 250 000	2 250 000
Biens et services	0	921 029	742 868	742 868	742 868
Transferts et subventions	0	45 000	45 000	45 000	45 000
Investissement	238 910	226 965	120 455	63 455	63 455
Total	238 910	3 442 994	3 158 323	3 101 323	3 101 323
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	378 280	369 310	369 310	302 804
Biens et services	0	100 107	100 107	100 107	100 107
Transferts et subventions	0	498 487	374 465	374 465	374 465
Investissement	30 000	28 500	11 400	11 400	11 400
Total	30 000	1 005 374	855 282	855 282	788 776
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	12 980	12 980	6 490	9 530
Biens et services	0	109 908	93 289	71 029	69 575
Investissement	27 630	27 630	27 630	16 660	12 058
Total	27 630	150 518	133 899	94 179	91 162

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	98 607 968	98 292 477	98 290 993	73 314 213
Biens et services	0	58 113 764	51 474 765	39 333 860	28 998 193
Transferts et subventions	0	738 134	627 321	581 033	581 033
Investissement	93 250 786	123 894 627	119 695 746	88 637 268	67 640 408
Total	108 716 112	281 354 493	270 090 308	226 843 154	170 533 847
220 MINISTERE DE LA JUSTICE					
Personnel	0	10 211 390	10 157 945	8 806 906	6 328 456
Biens et services	0	5 341 268	4 329 432	3 900 281	3 148 354
Transferts et subventions	0	940 046	579 917	444 785	409 590
Investissement	2 772 853	4 534 218	2 353 105	2 061 400	1 797 038
Total	2 772 853	21 026 922	17 420 398	15 213 372	11 683 438
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	664 300	664 300	664 300	664 300
Biens et services	0	444 617	374 562	374 562	373 565
Investissement	218 000	207 100	82 840	82 840	82 840
Total	218 000	1 316 017	1 121 702	1 121 702	1 120 705
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT					
Personnel	0	176 145	200 240	176 145	109 828
Biens et services	0	392 215	316 645	324 899	324 899
Transferts et subventions	0	30 000	30 000	0	0
Investissement	350 000	332 500	148 000	79 900	65 431
Total	350 000	930 860	694 885	580 944	500 157
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	250 000	250 000	250 000	250 000
Biens et services	0	220 500	170 975	170 975	170 975
Investissement	20 000	19 000	19 000	19 000	7 600
Total	20 000	489 500	439 975	439 975	428 575
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	39 111 122	35 151 738	35 151 738	28 776 106
Biens et services	0	9 398 700	8 161 566	6 875 756	3 990 431
Transferts et subventions	0	1 142 375	856 780	822 074	812 636
Investissement	28 866 803	30 576 646	19 521 484	17 925 617	11 260 978
Total	35 863 073	80 228 843	63 691 569	60 775 185	44 840 150
235 SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	7 932 573	7 932 573	7 917 381	7 917 381
Investissement	500 000	500 000	250 000	0	0
Total	500 000	8 432 573	8 182 573	7 917 381	7 917 381

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	17 176 201	17 029 338	14 614 459	10 507 010
Biens et services	0	10 550 875	8 948 565	6 266 320	4 374 793
Transferts et subventions	0	10 323 042	9 514 378	6 421 302	3 971 709
Investissement	52 236 787	42 458 827	16 870 348	11 038 904	8 513 972
Total	49 388 143	80 508 945	52 362 629	38 340 985	27 367 483
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	250 000	250 000	143 327	110 378
Transferts et subventions	0	913 360	744 634	679 634	602 312
Investissement	400 000	380 000	152 000	20 967	20 967
Total	400 000	1 543 360	1 146 634	843 928	733 657
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
Transferts et subventions	0	430 391	330 893	190 756	190 756
Total	0	430 391	330 893	190 756	190 756
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
Personnel	0	1 099 417	1 099 417	653 871	814 131
Biens et services	0	1 567 708	1 246 855	903 452	812 447
Transferts et subventions	0	28 500	21 375	12 976	12 976
Investissement	1 768 402	1 496 984	1 029 580	851 183	511 036
Total	1 585 402	4 192 609	3 397 227	2 421 481	2 150 590
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
Personnel	0	622 044	622 044	331 490	439 852
Biens et services	0	1 259 510	982 271	694 415	575 623
Transferts et subventions	0	1 738 075	1 439 748	1 105 354	950 401
Investissement	10 103 227	9 891 429	784 213	605 520	410 004
Total	10 103 227	13 511 058	3 828 277	2 736 779	2 375 880
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE					
Personnel	0	5 269 382	5 180 596	4 155 528	3 012 236
Biens et services	0	16 554 702	15 278 280	11 369 703	8 425 024
Transferts et subventions	0	2 625 138	1 983 401	1 670 366	1 273 181
Investissement	3 686 055	3 501 760	2 115 351	798 269	492 378
Total	3 686 055	27 950 982	24 557 628	17 993 866	13 202 820
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	138 536	138 519	138 519	126 377
Biens et services	0	396 057	369 516	369 516	369 516
Transferts et subventions	0	96 000	72 600	72 600	72 600
Investissement	153 619	905 939	861 164	861 164	861 164
Total	153 619	1 536 532	1 441 799	1 441 799	1 429 657

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE					
Personnel	0	271 908	271 908	135 954	166 188
Biens et services	0	941 344	716 080	668 815	663 504
Transferts et subventions	0	5 397 022	4 449 465	3 796 957	3 502 059
Investissement	22 788 596	21 748 280	9 789 748	6 994 371	6 530 954
Total	22 788 596	28 358 554	15 227 200	11 596 097	10 862 705
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
Personnel	0	123 323	123 323	105 998	89 897
Biens et services	0	512 579	403 702	382 024	371 724
Transferts et subventions	0	342 889	280 916	264 881	260 901
Investissement	215 640	204 858	175 898	174 851	63 539
Total	215 640	1 183 649	983 839	927 754	786 062
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
Personnel	0	113 933	113 933	113 933	74 444
Biens et services	0	647 888	430 952	370 689	364 481
Transferts et subventions	0	2 277 421	1 750 105	1 585 095	1 419 888
Investissement	48 900	46 455	20 574	20 293	20 293
Total	48 900	3 085 697	2 315 563	2 090 010	1 879 106
380 MINISTERE DU COMMERCE					
Personnel	0	1 074 736	1 074 736	990 136	788 744
Biens et services	0	1 029 359	811 499	574 222	453 330
Transferts et subventions	0	295 007	249 773	154 845	140 060
Investissement	2 697 853	4 102 112	1 730 766	1 405 538	1 279 964
Total	2 737 853	6 501 214	3 866 773	3 124 740	2 662 098
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	188 154 311	183 095 655	150 335 373	124 692 329
Biens et services	0	43 573 781	37 411 129	29 497 838	23 534 539
Transferts et subventions	0	11 526 527	9 976 705	7 234 971	6 451 021
Investissement	42 983 113	47 999 437	34 031 049	26 335 851	23 998 972
Total	42 983 113	291 254 056	264 514 538	213 404 034	178 676 860
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	5 292 074	3 317 546	1 731 844	1 006 119
Biens et services	0	2 067 762	1 634 973	1 122 453	839 420
Transferts et subventions	0	60 140 508	55 349 920	45 334 030	38 679 279
Investissement	9 655 623	13 856 816	5 399 017	2 142 554	1 141 506
Total	9 731 623	81 357 160	65 701 456	50 330 881	41 666 324
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
Personnel	0	1 246 645	1 233 145	1 131 152	844 030
Biens et services	0	1 684 441	1 347 832	1 033 177	910 392
Transferts et subventions	0	2 716 038	2 414 951	1 913 681	1 773 313
Investissement	2 764 302	2 698 589	1 383 666	926 749	533 176
Total	2 764 302	8 345 713	6 379 593	5 004 759	4 060 911

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
520 MINISTERE DES SPORTS					
Personnel	0	861 508	901 508	721 489	562 464
Biens et services	0	3 690 278	3 461 305	3 094 370	2 825 570
Transferts et subventions	0	2 357 419	2 187 679	1 821 131	1 555 808
Investissement	1 366 239	1 199 935	708 630	175 136	51 965
Total	888 239	8 109 140	7 259 121	5 812 126	4 995 807
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
Personnel	0	986 536	942 108	680 512	586 040
Biens et services	0	1 034 606	771 415	662 350	534 607
Transferts et subventions	0	624 844	553 880	437 014	382 066
Investissement	2 972 963	3 204 317	2 368 385	2 038 829	948 458
Total	3 352 963	5 850 303	4 635 788	3 818 705	2 451 170
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE					
Personnel	0	31 382 298	25 834 286	19 192 310	16 714 306
Biens et services	0	16 001 996	11 033 114	8 370 787	6 048 601
Transferts et subventions	0	30 947 892	26 903 178	20 717 053	17 409 186
Investissement	28 546 956	23 748 460	7 520 204	3 656 337	1 406 306
Total	28 546 956	102 080 646	71 290 782	51 936 487	41 578 399
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	116 642	116 642	100 692	76 522
Transferts et subventions	0	2 814 207	2 113 382	1 847 110	1 559 337
Total	0	2 930 849	2 230 024	1 947 801	1 635 859
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 433 725	1 428 443	826 014	852 777
Biens et services	0	1 328 456	1 083 756	917 350	792 236
Transferts et subventions	0	317 182	273 643	190 287	196 312
Investissement	6 399 137	6 213 193	1 410 809	978 543	698 114
Total	5 543 137	9 292 556	4 196 651	2 912 193	2 539 440
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE					
Personnel	0	3 113 150	3 113 150	1 922 388	1 622 155
Biens et services	0	1 807 906	1 345 439	1 042 787	932 651
Transferts et subventions	0	56 313 903	55 189 329	54 080 508	53 307 451
Investissement	9 454 154	8 946 453	1 330 886	726 616	422 722
Total	9 419 154	70 181 412	60 978 804	57 772 299	56 284 978
700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT					
Personnel	0	1 116 785	1 094 740	610 572	765 495
Biens et services	0	1 013 294	835 210	528 936	439 215
Transferts et subventions	0	1 154 954	1 051 724	707 533	785 077
Investissement	63 174 576	170 325 332	96 173 630	71 365 957	65 069 218
Total	91 044 102	173 610 365	99 155 304	73 212 997	67 059 006

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	3 289 188	3 226 498	2 040 379	2 059 155
Biens et services	0	1 793 717	1 420 854	1 035 389	765 646
Transferts et subventions	0	1 127 732	978 009	729 700	654 685
Investissement	25 757 962	18 224 257	5 094 637	3 373 460	2 174 770
Total	26 100 250	24 434 894	10 719 998	7 178 928	5 654 257
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	1 453 393	1 350 942	693 911	962 012
Biens et services	0	1 164 256	936 005	738 308	642 666
Transferts et subventions	0	34 534 923	24 375 003	23 155 907	23 067 681
Investissement	55 015 489	72 734 638	9 670 282	7 739 909	3 634 374
Total	47 604 289	109 887 210	36 332 232	32 328 035	28 306 732
726 MINISTERE DES MINES					
Personnel	0	825 141	807 141	807 141	549 173
Biens et services	0	1 118 861	788 833	500 720	415 625
Transferts et subventions	0	880 425	787 372	741 485	646 219
Investissement	1 807 839	1 828 228	799 370	428 218	282 296
Total	1 918 617	4 652 655	3 182 716	2 477 565	1 893 313
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	199 682	199 682	199 682	145 468
Biens et services	0	564 332	459 458	374 570	306 360
Transferts et subventions	0	7 693 043	7 256 053	6 226 525	4 679 714
Investissement	2 863 778	4 664 779	3 767 404	2 542 240	1 689 822
Total	4 407 967	13 121 836	11 682 597	9 343 016	6 821 363
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	694 710	694 710	545 994	405 741
Transferts et subventions	0	328 996	279 646	279 597	237 854
Investissement	400 000	380 000	252 000	242 783	15 357
Total	400 000	1 403 706	1 226 356	1 068 374	658 952
740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES					
Personnel	0	3 031 436	2 998 913	2 663 090	2 055 054
Biens et services	0	1 681 654	1 373 434	1 107 295	918 964
Transferts et subventions	0	648 734	596 551	272 441	198 263
Investissement	14 449 292	15 993 828	2 105 444	1 391 602	942 311
Total	14 449 292	21 355 652	7 074 341	5 434 428	4 114 592
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Personnel	0	312 614	312 614	312 614	265 223
Biens et services	0	537 183	373 839	316 797	302 350
Transferts et subventions	0	687 627	601 608	571 245	535 578
Investissement	11 767 155	13 574 293	3 491 877	2 748 980	2 621 015
Total	11 763 580	15 111 717	4 779 937	3 949 637	3 724 165

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
Personnel	0	949 225	919 736	566 354	577 281
Biens et services	0	666 103	509 241	246 470	189 546
Transferts et subventions	0	1 016 907	775 180	533 690	382 885
Investissement	2 764 484	3 496 385	1 711 238	437 566	413 862
Total	2 764 484	6 128 620	3 915 395	1 784 079	1 563 573
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL					
Personnel	0	911 455	882 455	692 301	262 769
Biens et services	0	669 260	524 062	433 181	392 466
Transferts et subventions	0	310 606	273 265	225 866	171 227
Investissement	713 396	671 177	311 683	210 197	184 656
Total	706 396	2 562 498	1 991 465	1 561 545	1 011 118
812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE					
Personnel	0	248 377	248 377	248 377	108 236
Biens et services	0	1 023 263	758 772	687 718	652 514
Transferts et subventions	0	902 482	679 504	454 604	351 438
Investissement	627 582	596 204	294 418	137 581	129 937
Total	627 582	2 770 326	1 981 071	1 528 280	1 242 125
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Personnel	0	5 587 236	5 502 736	4 409 743	3 402 895
Biens et services	0	3 211 913	2 445 451	1 912 956	1 478 348
Transferts et subventions	0	41 535 766	40 829 119	36 335 476	35 905 164
Investissement	100 874 206	100 213 103	20 497 157	17 312 934	15 221 284
Total	97 834 469	150 548 018	69 274 463	59 971 109	56 007 691
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	3 080 694	3 096 948	2 036 727	1 696 671
Biens et services	0	1 612 867	1 259 127	1 066 349	795 628
Transferts et subventions	0	4 545 398	3 372 651	3 195 868	3 045 144
Investissement	22 815 304	18 905 783	2 907 661	1 192 782	705 208
Total	17 421 399	28 144 742	10 636 387	7 491 725	6 242 651
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	221 798	221 798	221 798	143 889
Biens et services	0	125 681	112 972	81 761	70 765
Transferts et subventions	0	28 598	22 048	22 044	22 044
Investissement	6 530 000	6 273 501	4 778 011	4 226 413	4 226 413
Total	6 530 000	6 649 578	5 134 829	4 552 017	4 463 111
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
Personnel	0	462 913	462 913	423 165	258 145
Biens et services	0	824 713	636 190	516 229	452 069
Transferts et subventions	0	526 051	451 371	342 877	297 980
Investissement	1 128 616	1 072 186	721 500	499 969	154 925
Total	1 128 616	2 885 863	2 271 975	1 782 240	1 163 118

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	55 698 097	20 539 046	20 416 467	20 207 499
Biens et services	0	190 358 050	129 093 191	123 412 767	107 354 857
Transferts et subventions	0	36 248 758	14 960 118	12 804 331	11 391 735
Investissement	145 736 914	118 979 191	47 528 781	37 523 113	28 633 360
Total	112 468 738	401 284 096	212 121 136	194 156 678	167 587 451
TOTAL	796 119 780	2 207 651 690	1 535 591 478	1 271 906 276	1 065 686 573

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
Personnel	0	1 959 000	1 959 000	784 419	771 090
Biens et services	0	2 127 273	2 127 273	606 188	606 188
Transferts et subventions	0	588 000	588 000	278 950	278 950
Investissement	1 839 935	1 839 935	1 819 935	613 062	514 167
Total	1 839 935	6 514 208	6 494 208	2 282 620	2 170 395
TOTAL	1 839 935	6 514 208	6 494 208	2 282 620	2 170 395

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Biens et services	0	61 786 270	61 786 270	47 806 402	47 806 402
Investissement	40 000 000	40 000 000	0	0	0
Total	40 000 000	101 786 270	61 786 270	47 806 402	47 806 402
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Investissement	2 616 620	2 616 620	0	0	0
Total	2 616 620	2 616 620	0	0	0
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Transferts et subventions	0	800 000	320 000	250 825	200 198
Total	0	800 000	320 000	250 825	200 198
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Biens et services	0	345 000	172 500	119 828	20 000
Transferts et subventions	0	108 250	54 125	43 316	43 316
Investissement	846 750	846 750	423 375	313 826	34 981
Total	846 750	1 300 000	650 000	476 969	98 296
726 MINISTERE DES MINES					
Personnel	0	470 000	145 470	80 131	78 190
Biens et services	0	1 108 750	639 902	447 849	381 541
Investissement	550 000	550 000	249 646	54 862	54 862
Total	550 000	2 128 750	1 035 018	582 842	514 593
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Investissement	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	102 280
Total	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	102 280
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL	51 994 770	116 613 040	69 983 848	54 229 519	53 721 769
TOTAL GENERAL	849 954 485	2 330 778 938	1 612 069 534	1 328 418 415	1 121 578 737

ANNEXE 4 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

AU 30 SEPTEMBRE 2018.

Sans le financement extérieur du BSI

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	1 507 529	16 419 340	16 419 340	16 419 340	15 389 583
Total	1 507 529	16 419 340	16 419 340	16 419 340	15 389 583
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	500 000	4 805 266	4 669 133	4 118 090	3 316 092
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	10 285	7 958 012	7 958 012	7 050 895	6 848 222
02.5 Défense n.c.a.	0	137 487	137 487	105 268	82 444
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	190 000	511 399	421 399	361 257	347 683
04.6 Communications	0	232 158	232 158	172 751	169 702
07.4 Services de santé publique	0	1 019	1 019	1 019	1 019
08.2 Services culturels	0	90 000	90 000	90 000	90 000
Total	700 285	13 735 341	13 509 208	11 899 280	10 855 161
130 PRIMATURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	1 071 324	5 611 000	5 316 441	4 582 435	3 620 255
01.3 Services généraux	0	159 554	159 552	129 726	104 706
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	595 293	3 929 420	3 871 584	2 386 668	1 987 829
03.3 Tribunaux	0	14 250	14 250	5 698	5 698
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	211 500	555 904	530 044	349 309	311 854
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	190 000	76 000	0	0
04.6 Communications	0	23 261	23 260	19 238	15 137
07.4 Services de santé publique	0	1 178	1 178	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	2 430 460	1 205 677	326 252	256 661
Total	2 078 117	12 915 027	11 197 986	7 799 325	6 302 141
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	45 119	562 411	517 171	415 926	406 945
Total	45 119	562 411	517 171	415 926	406 945
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	127 464	999 205	754 222	620 625	584 383
03.3 Tribunaux	200 000	200 000	200 000	199 769	199 769
Total	327 464	1 199 205	954 222	820 394	784 152
150 COUR SUPREME					
03.3 Tribunaux	734 500	2 358 026	2 169 413	1 835 779	1 509 697
Total	734 500	2 358 026	2 169 413	1 835 779	1 509 697
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
03.3 Tribunaux	0	916 821	801 412	617 769	622 917
Total	0	916 821	801 412	617 769	622 917
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	350 000	1 323 066	1 183 759	1 092 454	878 937
Total	350 000	1 323 066	1 183 759	1 092 454	878 937

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	345 000	1 872 118	1 579 458	1 273 271	939 582
Total	345 000	1 872 118	1 579 458	1 273 271	939 582
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	7 630 985	40 587 546	39 483 845	26 820 254	28 736 118
01.3 Services généraux	152 000	154 098	108 084	62 402	49 865
04.6 Communications	0	11 432	9 687	4 241	3 474
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	969 509	969 509	968 428	968 428
09.8 Enseignement n.c.a.	1 286 000	1 286 000	1 286 000	1 162 576	1 162 576
Total	9 068 985	43 008 585	41 857 126	29 017 901	30 920 461
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	25 000	587 622	499 210	440 572	295 784
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	93 500	1 038 739	828 718	704 470	572 753
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	250 000	237 500	95 000	94 285	94 285
07.4 Services de santé publique	0	693	519	277	277
09.4 Enseignement supérieur	351 000	342 500	64 600	64 600	64 600
Total	719 500	2 207 054	1 488 047	1 304 205	1 027 700
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	238 910	3 442 994	3 158 323	3 101 323	3 101 323
Total	238 910	3 442 994	3 158 323	3 101 323	3 101 323
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
03.3 Tribunaux	30 000	1 005 374	855 282	855 282	788 776
Total	30 000	1 005 374	855 282	855 282	788 776
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
04.6 Communications	27 630	150 518	133 899	94 179	91 162
Total	27 630	150 518	133 899	94 179	91 162
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
02.1 Défense militaire	30 489 706	81 558 988	77 140 457	45 285 756	28 453 245
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	122 776	93 573	93 572	50 219
02.5 Défense n.c.a.	74 605 115	194 587 603	188 900 371	178 095 652	139 647 543
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	3 496 660	3 496 660	2 652 466	2 467 036	1 505 237
07.3 Services hospitaliers	0	514 713	433 042	433 039	432 609
07.4 Services de santé publique	0	11 267	9 577	9 577	9 577
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	9 738	3 895	3 895	3 895
07.6 Santé n.c.a.	18 935	641 071	540 622	180 537	158 359
09.2 Enseignement secondaire	12 325	225 467	172 471	156 863	156 863
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	10 250	9 738	3 895	3 895	3 895
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	176 472	139 940	113 333	112 407
Total	108 716 112	281 354 493	270 090 308	226 843 154	170 533 847

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement-----				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE					
02.2 Défense civile	0	47 500	35 625	35 625	35 625
03.3 Tribunaux	2 426 384	10 802 549	8 991 786	7 407 784	6 456 865
03.4 Administration pénitentiaire	30 017	4 903 500	3 845 654	3 595 973	3 101 780
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	258 252	4 522 883	4 100 260	3 853 236	1 770 069
07.4 Services de santé publique	0	678	508	508	508
09.4 Enseignement supérieur	58 200	549 812	296 565	181 553	179 898
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	200 000	150 000	138 693	138 693
Total	2 772 853	21 026 922	17 420 398	15 213 372	11 683 438
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	218 000	1 316 017	1 121 702	1 121 702	1 120 705
Total	218 000	1 316 017	1 121 702	1 121 702	1 120 705
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	350 000	504 160	313 679	205 119	140 218
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	426 700	381 206	375 824	359 939
Total	350 000	930 860	694 885	580 944	500 157
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	20 000	489 500	439 975	439 975	428 575
Total	20 000	489 500	439 975	439 975	428 575
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
03.1 Services de police	9 325 612	44 658 292	39 618 237	39 111 139	30 374 926
03.2 Services de protection civile	5 909 669	12 857 701	8 606 221	8 166 106	4 975 905
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	20 627 792	22 676 007	15 439 481	13 483 478	9 474 857
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	36 843	27 629	14 462	14 462
Total	35 863 073	80 228 843	63 691 569	60 775 185	44 840 150
235 SECURITE D'ETAT					
02.5 Défense n.c.a.	500 000	500 000	250 000	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	7 932 573	7 932 573	7 917 381	7 917 381
Total	500 000	8 432 573	8 182 573	7 917 381	7 917 381

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section	-----Crédits de paiement-----				
Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	26 885 073	51 739 251	40 180 741	29 864 659	20 470 242
01.3 Services généraux	4 326 434	6 267 222	4 573 103	3 296 126	2 539 130
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	931 579	885 001	885 000	456 131	374 250
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	3 696	134 817	130 121	90 822	59 789
01.7 Opérations concernant la dette publique	150 000	142 500	57 000	9 971	9 971
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	8 150 000	8 142 500	57 000	57 000	57 000
04.3 Combustibles et énergie	750 000	1 646 505	1 554 525	1 287 105	601 281
06.2 Équipements collectifs	600 000	570 000	228 000	0	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	956 361	3 806 361	3 806 361	2 630 943	2 630 943
07.4 Services de santé publique	0	745	559	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	135 000	749 043	320 219	78 227	54 878
10.9 Protection sociale n.c.a.	6 500 000	6 425 000	570 000	570 000	570 000
Total	49 388 143	80 508 945	52 362 629	38 340 985	27 367 483
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	400 000	1 543 360	1 146 634	843 928	733 657
Total	400 000	1 543 360	1 146 634	843 928	733 657
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	430 391	330 893	190 756	190 756
Total	0	430 391	330 893	190 756	190 756
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	500 000	475 000	475 000	366 385	354 694
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	325 000	310 000	139 000	113 998	62 325
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	755 402	3 360 509	2 746 715	1 915 986	1 712 942
07.4 Services de santé publique	0	426	319	170	170
10.9 Protection sociale n.c.a.	5 000	46 674	36 193	24 942	20 459
Total	1 585 402	4 192 609	3 397 227	2 421 481	2 150 590
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	10 088 227	13 201 641	3 581 314	2 545 181	2 236 031
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	494	370	0	0
07.4 Services de santé publique	0	779	584	0	0
09.2 Enseignement secondaire	0	99 610	79 128	46 564	42 864
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	194 284	161 181	145 034	96 985
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	15 000	14 250	5 700	0	0
Total	10 103 227	13 511 058	3 828 277	2 736 779	2 375 880
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE					
01.3 Services généraux	1 500 000	1 425 000	570 000	123 376	55 931
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 182 294	26 465 763	23 943 715	17 841 507	13 132 997
04.6 Communications	0	53 272	39 953	25 652	10 562
07.4 Services de santé publique	0	691	518	0	0
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	3 761	6 256	3 441	3 330	3 330
Total	3 686 055	27 950 982	24 557 628	17 993 866	13 202 820

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement-----				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
04.6 Communications	153 619	1 536 532	1 441 799	1 441 799	1 429 657
Total	153 619	1 536 532	1 441 799	1 441 799	1 429 657
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE					
01.3 Services généraux	330 000	1 807 500	1 483 300	1 047 807	782 953
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 008 596	4 148 858	2 981 223	2 360 717	1 906 376
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publique	16 000 000	17 433 747	7 755 306	7 755 306	7 755 306
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	459 738	344 803	251 924	251 924
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	4 400 000	4 180 000	2 400 000	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	328 711	262 568	180 343	166 145
Total	22 788 596	28 358 554	15 227 200	11 596 097	10 862 705
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	150 000	237 750	186 688	177 670	91 174
08.4 Culte et autres services communautaires	0	214 290	184 467	170 905	166 925
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	65 640	731 609	612 685	579 179	527 962
Total	215 640	1 183 649	983 839	927 754	786 062
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	48 900	955 533	675 902	614 443	567 851
03.3 Tribunaux	0	2 129 145	1 638 898	1 475 567	1 311 255
07.4 Services de santé publique	0	1 019	764	0	0
Total	48 900	3 085 697	2 315 563	2 090 010	1 879 106
380 MINISTERE DU COMMERCE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	886 368	4 309 594	3 020 630	2 281 882	1 894 905
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 833 000	1 768 000	494 000	494 000	494 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	18 485	423 178	351 812	348 526	272 862
07.4 Services de santé publique	0	442	331	331	331
Total	2 737 853	6 501 214	3 866 773	3 124 740	2 662 098
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	200 000	0	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 100	45 150	33 261	30 505	29 675
07.4 Services de santé publique	0	67 071	50 303	0	0
07.6 Santé n.c.a.	0	82 457	61 842	14 000	14 000
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	4 265 150	150 781 113	143 105 371	117 213 578	97 524 961
09.2 Enseignement secondaire	32 958 808	102 275 729	91 610 737	76 997 392	68 837 938
09.5 Enseignement non défini par niveau	214 555	226 965	101 842	21 661	18 062
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	7 081 635	5 465 534	2 846 796	950 116
09.8 Enseignement n.c.a.	2 921 108	30 493 936	24 085 648	16 280 103	11 302 109
Total	42 983 113	291 254 056	264 514 538	213 404 034	178 676 860

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
01.4 Recherche fondamentale	30 000	343 404	310 349	158 786	196 746
09.2 Enseignement secondaire	200 000	190 000	76 000	9 912	4 956
09.4 Enseignement supérieur	3 027 724	60 808 004	55 347 965	44 914 262	37 924 907
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	142 500	57 000	5 487	0
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	2 855 000	2 373 213	1 499 638	798 641	235 816
09.8 Enseignement n.c.a.	3 468 899	17 500 039	8 410 504	4 443 794	3 303 899
Total	9 731 623	81 357 160	65 701 456	50 330 881	41 666 324
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	13 500	0	0	0
01.3 Services généraux	0	18 611	13 958	9 711	7 870
07.4 Services de santé publique	0	2 360	1 770	1 770	1 770
08.2 Services culturels	840 570	4 080 566	3 143 536	2 467 770	2 012 338
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 878 732	3 017 422	2 227 712	1 651 176	1 266 253
09.2 Enseignement secondaire	0	453 813	439 755	392 162	355 087
09.4 Enseignement supérieur	45 000	759 441	552 863	482 170	417 594
Total	2 764 302	8 345 713	6 379 593	5 004 759	4 060 911
520 MINISTERE DES SPORTS					
07.4 Services de santé publique	0	596	447	238	238
08.1 Services récréatifs et sportifs	865 284	6 799 659	6 081 358	4 886 890	4 214 774
09.2 Enseignement secondaire	12 955	702 552	631 822	447 225	356 124
09.4 Enseignement supérieur	10 000	606 333	545 495	477 773	424 671
Total	888 239	8 109 140	7 259 121	5 812 126	4 995 807
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1 216 168	1 469 236	1 025 515	848 561	468 671
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	2 136 795	4 381 067	3 610 273	2 970 144	1 982 500
Total	3 352 963	5 850 303	4 635 788	3 818 705	2 451 170
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE					
07.2 Services ambulatoires	91 000	87 000	41 400	2 496	2 496
07.3 Services hospitaliers	19 643 241	31 638 284	18 202 576	13 867 279	11 698 860
07.4 Services de santé publique	1 850 893	13 622 614	10 235 516	8 534 198	7 107 013
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 140 000	4 597 538	3 825 326	2 564 649	2 249 543
07.6 Santé n.c.a.	5 821 822	52 135 210	38 985 965	26 967 865	20 520 486
Total	28 546 956	102 080 646	71 290 782	51 936 487	41 578 399
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
07.6 Santé n.c.a.	0	2 930 849	2 230 024	1 947 801	1 635 859
Total	0	2 930 849	2 230 024	1 947 801	1 635 859

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement-----				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	250 000	237 500	95 000	54 679	44 863
07.4 Services de santé publique	3 000	38 000	27 503	26 995	25 692
07.6 Santé n.c.a.	3 500	53 263	45 277	28 085	36 234
08.1 Services récréatifs et sportifs	300 000	285 000	164 000	74 969	30 453
09.5 Enseignement non défini par niveau	9 117	41 649	34 056	19 898	22 006
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	800 000	800 000	320 000	320 000	320 000
10.4 Famille et enfants	4 149 793	7 197 665	3 006 559	2 010 581	1 665 905
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	7 277	57 139	51 525	25 758	43 958
10.9 Protection sociale n.c.a.	20 450	582 340	452 732	351 229	350 328
Total	5 543 137	9 292 556	4 196 651	2 912 193	2 539 440
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE					
04.9 Affaires économiques n.c.a.	100 000	95 000	38 000	37 998	37 998
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	4 165 000	3 955 000	354 697	0	0
07.3 Services hospitaliers	28 000	426 744	347 595	253 513	250 009
07.4 Services de santé publique	0	3 622	2 716	1 441	1 441
10.1 Maladie et invalidité	0	1 477 679	1 115 759	702 487	658 251
10.2 Vieillesse	0	51 251 422	51 071 422	51 071 422	51 071 422
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	497 000	847 499	690 389	637 018	349 628
10.9 Protection sociale n.c.a.	4 629 154	12 124 446	7 358 226	5 068 421	3 916 230
Total	9 419 154	70 181 412	60 978 804	57 772 299	56 284 978
700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 000 000	1 000 000	1 000 000	260 000	260 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	300 249	297 680	98 475	59 789
04.5 Transports	88 725 101	168 953 342	95 261 699	71 262 717	65 075 881
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	250 000	393 363	232 112	98 649	113 009
04.9 Affaires économiques n.c.a.	414 001	2 004 886	1 583 286	984 427	976 535
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	250 000	827 087	670 342	445 820	506 508
07.4 Services de santé publique	0	1 495	1 121	1 120	1 120
09.4 Enseignement supérieur	5 000	129 943	109 063	61 789	66 166
09.5 Enseignement non défini par niveau	200 000	0	0	0	0
Total	91 044 102	173 610 365	99 155 304	73 212 997	67 059 006
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	14 863 003	19 861 924	6 910 640	4 727 636	4 034 832
05.1 Gestion des déchets	9 538 996	1 488 996	1 488 996	751 690	707 050
05.2 Gestion des eaux usées	1 620 000	1 856 246	1 250 030	850 709	221 661
05.3 Lutte contre la pollution	8 000	33 725	22 634	20 352	5 699
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	5 000	26 600	18 288	8 689	5 034
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	65 251	1 167 403	1 029 411	819 851	679 981
Total	26 100 250	24 434 894	10 719 998	7 178 928	5 654 257

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	23 200 000	32 915 070	2 760 779	2 320 320	1 479 709
04.3 Combustibles et énergie	15 078 846	24 896 437	10 325 106	8 889 087	6 847 062
04.5 Transports	175 000	166 250	66 500	55 140	0
04.7 Autres branches d'activité	0	48 232	40 985	28 652	24 788
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	200 000	190 000	76 000	76 000	76 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	125 737	28 019 238	17 936 833	17 615 539	17 621 401
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	250 000	237 500	95 000	95 000	95 000
06.3 Alimentation en eau	8 574 706	23 414 173	5 030 798	3 248 066	2 162 540
07.4 Services de santé publique	0	310	232	232	232
Total	47 604 289	109 887 210	36 332 232	32 328 035	28 306 732
726 MINISTERE DES MINES					
04.3 Combustibles et énergie	100 000	95 000	38 000	30 388	27 893
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 242 035	2 681 549	1 847 617	1 528 962	1 182 860
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	360 778	348 278	205 777	17 546	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	215 804	1 527 828	1 091 321	900 669	682 560
Total	1 918 617	4 652 655	3 182 716	2 477 565	1 893 313
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	2 986 390	9 949 457	8 591 997	7 170 528	5 985 854
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	1 421 577	3 171 779	3 090 151	2 172 249	835 270
07.4 Services de santé publique	0	600	450	240	240
Total	4 407 967	13 121 836	11 682 597	9 343 016	6 821 363
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	400 000	1 403 706	1 226 356	1 068 374	658 952
Total	400 000	1 403 706	1 226 356	1 068 374	658 952
740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 640 000	1 640 000	101 127	101 127	101 127
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	25 746	2 329 745	1 654 148	1 098 248	813 514
06.1 Logement	10 000 000	9 642 310	106 733	64 924	55 848
06.2 Équipements collectifs	2 500 000	2 375 000	950 000	644 004	237 729
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	283 546	5 368 597	4 262 334	3 526 126	2 906 374
Total	14 449 292	21 355 652	7 074 341	5 434 428	4 114 592
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.3 Services généraux	4 365 759	6 766 070	3 959 543	3 491 393	3 335 031
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	6 812 141	7 000 000	26 000	0	0
06.2 Équipements collectifs	409 000	511 881	376 095	279 630	252 787
07.4 Services de santé publique	0	1 159	869	869	460
09.4 Enseignement supérieur	76 680	737 607	379 430	140 729	128 484
10.4 Famille et enfants	100 000	95 000	38 000	37 015	7 403
Total	11 763 580	15 111 717	4 779 937	3 949 637	3 724 165

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	17 450	246 525	190 937	115 855	75 440
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	2 250 000	2 137 500	855 000	0	0
04.5 Transports	397 034	2 669 491	2 081 626	1 326 056	1 151 204
04.7 Autres branches d'activité	0	869 250	595 650	271 300	271 300
04.9 Affaires économiques n.c.a.	100 000	205 854	192 183	70 868	65 630
Total	2 764 484	6 128 620	3 915 395	1 784 079	1 563 573
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	230 000	337 301	197 096	172 791	149 083
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	134 350	357 444	268 401	219 042	184 160
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	192 046	1 632 870	1 383 445	1 033 846	583 791
04.9 Affaires économiques n.c.a.	150 000	234 883	142 523	135 867	94 083
Total	706 396	2 562 498	1 991 465	1 561 545	1 011 118
812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	119 857	177 974	129 585	83 718	72 851
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	457 725	2 340 389	1 692 325	1 289 827	1 053 494
04.9 Affaires économiques n.c.a.	50 000	251 583	158 876	154 735	115 780
07.4 Services de santé publique	0	380	285	0	0
Total	627 582	2 770 326	1 981 071	1 528 280	1 242 125
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	97 834 469	150 548 018	69 274 463	59 971 109	56 007 691
Total	97 834 469	150 548 018	69 274 463	59 971 109	56 007 691
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	17 421 399	28 144 742	10 636 387	7 491 725	6 242 651
Total	17 421 399	28 144 742	10 636 387	7 491 725	6 242 651
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	6 530 000	6 649 578	5 134 829	4 552 017	4 463 111
Total	6 530 000	6 649 578	5 134 829	4 552 017	4 463 111
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
04.7 Autres branches d'activité	369 070	739 660	476 003	335 934	243 315
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	21 059	15 793	14 588	14 588
08.2 Services culturels	539 546	1 186 181	1 079 082	920 182	466 849
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	220 000	938 963	701 096	511 536	438 366
Total	1 128 616	2 885 863	2 271 975	1 782 240	1 163 118

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	-----Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	4 000 000	5 235 948	363 676	219 199	219 199
01.3 Services généraux	2 400 000	18 400 000	17 200 000	16 186 443	16 000 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	33 453 345	134 213 956	57 402 786	51 104 603	43 860 272
01.7 Opérations concernant la dette publique	0	119 579 640	88 830 621	85 658 973	75 688 458
02.2 Défense civile	0	1 500 000	1 193 459	1 180 170	1 180 170
03.2 Services de protection civile	0	248 725	0	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	21 066 697	48 712 167	18 204 461	16 250 456	8 587 427
04.5 Transports	10 349 196	13 373 946	7 373 629	6 704 133	6 302 526
04.6 Communications	0	312 505	261 125	226 098	221 025
04.9 Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	15 000 000	7 567 694	4 567 694	4 567 694
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	2 437 140	2 437 140	2 437 140
06.2 Équipements collectifs	11 699 500	4 808 980	1 881 590	1 674 462	1 433 445
07.6 Santé n.c.a.	0	17 213 224	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	0	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	10 000 000	18 038 474	9 404 956	7 947 308	7 090 095
Total	112 468 738	401 284 096	212 121 136	194 156 678	167 587 451
TOTAL	796 119 780	2 207 651 690	1 535 591 478	1 271 906 276	1 065 686 573

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	-----Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
04.7 Autres branches d'activité	1 839 935	6 345 758	6 325 758	2 263 547	2 151 322
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	77 450	77 450	8 649	8 649
09.8 Enseignement n.c.a.	0	91 000	91 000	10 424	10 424
Total	1 839 935	6 514 208	6 494 208	2 282 620	2 170 395
TOTAL	1 839 935	6 514 208	6 494 208	2 282 620	2 170 395

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	61 786 270	61 786 270	47 806 402	47 806 402
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	40 000 000	40 000 000	0	0	0
Total	40 000 000	101 786 270	61 786 270	47 806 402	47 806 402
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	2 616 620	2 616 620	0	0	0
Total	2 616 620	2 616 620	0	0	0
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
10.4 Famille et enfants	0	800 000	320 000	250 825	200 198
Total	0	800 000	320 000	250 825	200 198
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	846 750	1 300 000	650 000	476 969	98 296
Total	846 750	1 300 000	650 000	476 969	98 296
726 MINISTERE DES MINES					
04.3 Combustibles et énergie	515 000	1 263 750	800 018	368 236	331 650
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	35 000	865 000	235 000	214 606	182 943
Total	550 000	2 128 750	1 035 018	582 842	514 593
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	102 280
Total	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	102 280
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL	51 994 770	116 613 040	69 983 848	54 229 519	53 721 769
TOTAL GENERAL	849 954 485	2 330 778 938	1 612 069 534	1 328 418 415	1 121 578 737

BUDGET D'ÉTAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	43 180 232	194 447 874	174 964 910	135 497 405	124 374 546
01.3 Services généraux	16 055 593	37 979 455	29 260 099	24 459 464	22 977 766
01.4 Recherche fondamentale	30 000	343 404	310 349	158 786	196 746
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 781 579	1 864 161	1 673 679	1 027 635	869 162
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	41 014 938	185 727 753	102 334 343	86 504 143	73 127 558
01.7 Opérations concernant la dette publique	150 000	119 722 140	88 887 621	85 668 944	75 698 429
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	16 000 000	17 433 747	7 755 306	7 755 306	7 755 306
TOTAL Services généraux des administrations publiques	118 212 342	557 518 534	405 186 309	341 071 684	304 999 514
02 Défense					
02.1 Défense militaire	30 489 706	81 558 988	77 140 457	45 285 756	28 453 245
02.2 Défense civile		1 547 500	1 229 084	1 215 795	1 215 795
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	122 776	93 573	93 572	50 219
02.5 Défense n.c.a.	75 105 115	195 225 090	189 287 858	178 200 919	139 729 987
TOTAL Défense	105 645 240	278 454 354	267 750 972	224 796 042	169 449 246
03 Ordre et sécurité publics					
03.1 Services de police	9 325 612	44 658 292	39 618 237	39 111 139	30 374 926
03.2 Services de protection civile	5 909 669	13 106 426	8 606 221	8 166 106	4 975 905
03.3 Tribunaux	3 390 884	17 426 165	14 671 040	12 397 649	10 894 977
03.4 Administration pénitentiaire	30 017	4 903 500	3 845 654	3 595 973	3 101 780
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	24 784 204	40 122 126	31 457 429	28 807 522	21 687 021
TOTAL Ordre et sécurité publics	43 440 386	120 216 509	98 198 582	92 078 389	71 034 608
04 Affaires économiques					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	13 901 340	25 962 433	12 894 335	9 516 293	7 936 776
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	251 592 909	357 999 593	123 800 222	101 905 457	86 983 415
04.3 Combustibles et énergie	16 443 846	27 901 692	12 717 649	10 574 816	7 807 885
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 894 827	7 999 413	5 493 891	3 974 137	2 822 897
04.5 Transports	99 646 331	185 163 029	104 783 453	79 348 046	72 529 611
04.6 Communications	3 567 639	13 672 841	11 960 234	10 222 861	8 585 525
04.7 Autres branches d'activité	2 209 005	8 002 900	7 438 396	2 899 432	2 690 725
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	2 232 355	4 103 420	3 604 040	2 364 443	1 024 278
04.9 Affaires économiques n.c.a.	16 174 027	47 784 003	29 078 691	24 830 911	24 449 129
TOTAL Affaires économiques	407 662 279	678 589 324	311 770 909	245 636 396	214 830 242

BUDGET D'ÉTAT : DEPENSES 2018

23/11/2018 19:58:07

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
05 Protection de l'environnement					
05.1 Gestion des déchets	14 038 996	5 988 996	3 926 136	3 188 830	3 144 190
05.2 Gestion des eaux usées	1 620 000	1 856 246	1 250 030	850 709	221 661
05.3 Lutte contre la pollution	8 000	33 725	22 634	20 352	5 699
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	255 000	264 100	113 288	103 689	100 034
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	65 251	1 167 403	1 029 411	819 851	679 981
TOTAL Protection de l'environnement	15 987 247	9 310 470	6 341 498	4 983 433	4 151 565
06 Logement et équipements collectifs					
06.1 Logement	10 000 000	9 642 310	106 733	64 924	55 848
06.2 Équipements collectifs	15 208 500	8 265 861	3 435 685	2 598 096	1 923 961
06.3 Alimentation en eau	8 574 706	23 414 173	5 030 798	3 248 066	2 162 540
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	5 654 907	13 957 045	9 093 734	6 602 889	6 043 825
TOTAL Logement et équipements collectifs	39 438 113	55 279 389	17 666 949	12 513 974	10 186 174
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 046 959	1 046 959	977 077	977 076
07.2 Services ambulatoires	91 000	87 000	41 400	2 496	2 496
07.3 Services hospitaliers	19 671 241	32 579 741	18 983 212	14 553 831	12 381 479
07.4 Services de santé publique	1 853 893	13 757 144	10 337 087	8 578 985	7 150 088
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 150 250	4 607 276	3 829 221	2 568 544	2 253 438
07.6 Santé n.c.a.	5 844 257	73 056 074	41 863 729	29 138 288	22 364 938
TOTAL Santé	28 610 641	125 134 194	76 101 609	55 819 220	45 129 516
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 165 284	7 084 659	6 245 358	4 961 859	4 245 227
08.2 Services culturels	1 380 116	5 356 747	4 312 619	3 477 952	2 569 187
08.4 Culte et autres services communautaires		214 290	184 467	170 905	166 925
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	4 301 167	9 069 061	7 151 766	5 712 035	4 215 081
TOTAL Loisirs, culture et culte	6 846 567	21 724 757	17 894 209	14 322 751	11 196 420
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	4 265 150	150 781 113	143 105 371	117 213 578	97 524 961
09.2 Enseignement secondaire	33 184 088	103 947 171	93 009 912	78 050 117	69 753 831
09.4 Enseignement supérieur	3 573 604	66 364 100	58 501 659	46 649 130	39 462 981
09.5 Enseignement non défini par niveau	708 672	1 391 284	701 927	284 768	206 392

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

23/11/2018 19:58:07

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
09 Enseignement					
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	7 081 635	5 465 534	2 846 796	950 116
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6 296 870	5 813 821	1 829 233	1 122 536	559 711
09.8 Enseignement n.c.a.	7 726 007	49 846 217	34 135 720	22 077 240	15 945 154
TOTAL Enseignement	58 176 783	385 225 341	336 749 356	268 244 164	224 403 147
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité		1 477 679	1 115 759	702 487	658 251
10.2 Vieillesse		51 251 422	51 071 422	51 071 422	51 071 422
10.4 Famille et enfants	4 249 793	8 092 665	3 364 559	2 298 421	1 873 506
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	3 761	206 256	153 441	142 023	142 023
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	504 277	904 638	741 914	662 776	393 586
10.9 Protection sociale n.c.a.	21 177 056	37 393 406	17 962 046	14 075 234	12 059 519
TOTAL Protection sociale	25 934 887	99 326 066	74 409 141	68 952 362	66 198 306
TOTAL GENERAL	849 954 485	2 330 778 938	1 612 069 534	1 328 418 415	1 121 578 737

ANNEXE 5 :

**SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT
EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT
(BSI) PAR MINISTERE AU 30 SEPTEMBRE 2018.**

RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 30 SEPTEMBRE 2018

(Montant en millions de FCFA)

N°	MINISTERES/ INSTITUTIONS	Coût du projet	Nom bailleurs	Montant Accord	Nature du financement			Cumul décaissements au 31/12/2017	Dotation 2018			Etat d'exécution au premier trimestre 2018				Etat d'exécution au deuxième trimestre 2018				Etat d'exécution au troisième trimestre 2019				Etat d'exécution cumulée			
					Prêt	Subvention	Total		Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux	Prêt	Subvention	Total	Taux	Prêt	Subvention	Total	Taux	Prêt	Subvention	Total	Taux
1	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	13 170	IDA, Danemark	17 127	0	16 618	11 303	900	0	9 383	9 383	0	481	322	3	0	663	663	7	0	0	0	0	0	1 144	1 144	12,19
2	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	119 434	BOAD, BID, OPEP, KOWEIT, Exim BANK, FED, BM	3 017	0	0	20 500	129 633	56 000	0	56 000	4 542	0	4 542	8	1 958	0	1 958	3	1 187	0	1 187	2	6 500	0	6 500	11,61
3	MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	60 650	IDA, IMF, PAPAM, FIDA	55 353	28 322	26 931	55 253	13 874	3 750	4 750	8 500	2 178	756	2 934	35	2 796	599	3 395	40	795	874	1 669	20	5 769	2 229	7 998	94,09
4	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	288 161	EMM BANK, OFID, FSD, FKDEA, BOAD, BID, BM, FAD, BID, BIDC, FIDAB, FEM, Belgique	346 402	172 779	31 279	204 058	164 624	47 443	23 157	70 600	7 384	4 851	12 235	17	11 170	4 905	16 075	23	14 613	675	15 288	22	33 167	10 431	43 598	61,75
5	MINISTERE DE L'ELEVAGE TE DE LA PECHE	22 500	BM, Belgique, BAD, BID	22 500	22 500	0	22 500	5 772	11 000	1 150	12 150	909	179	1 088	9	1 415	0	1 415	12	1 915	49	1 964	16	4 239	228	4 467	36,77
6	MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	55 498	PNJD	2 200	0	2 200	2 200	2 036	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
7	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	13 000	IDA, BID	38 622	7 000	31 622	38 622	2 477	2 000	5 500	7 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
8	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	15 500	0	15 500	7 000	9 500	16 500	4 052	3 000	2 000	5 000	119	11	130	3	706	1 957	2 663	53	313	14	327	0	1 138	1 982	3 120	62,40
9	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	289 434	IDA, BOAD, FAD, AFD, UE, BEL, BID, BAD, Coop Italie, KFW, UEMOA	284 620	205 011	74 609	279 620	107 546	36 807	18 346	55 153	3 960	227	4 187	8	3 443	8 926	12 369	22	7 184	2 868	10 052	18	14 587	12 021	26 608	48,24
10	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	24 865	BM	24 865	24 865	0	24 865	576	7 000	0	7 000	0	0	0	0	0	0	0	2 500	0	2 500	36	2 500	0	2 500	35,71	
11	MINISTERE DU COMMERCE	0	0	4 569	0	4 569	4 569	4 908	0	533	533	0	0	0	0	0	372	372	70	0	0	0	0	0	372	372	69,79
12	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0	IDA	35 000	0	37 500	0	2 777	2 000	13 000	15 000	0	1 208	1 208	8	0	0	0	1 668	4 606	6 274	42	1 668	5 814	7 482	49,88	
13	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	985	PNJD	300	0	300	300	50	0	181	181	0	13	13	7	0	13	13	7	0	13	13	7	0	39	39	21,55
TOTAL LOI DE FINANCES		903 197		850 075	467 477	235 128	680 290	431 602	169 000	81 000	250 000	19 092	7 726	26 818	10,73	21 488	17 435	38 923	15,57	30 175	9 099	39 274	15,71	69 568	34 260	103 828	41,53

Source : DNP, septembre 2018